

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Héros et Martyrs du Communisme : Raymond Lefebvre, Lepetit, Vergeat (*Varine*). — Un Comité de Résistance (*Varine*) — Comment Friedrich Adler conçoit la « reconstruction » de l'Internationale (*L. Revo*). — Lettre aux camarades Yougo-Slaves (*L. Trotsky*). — Les Bolchevicks et les Paysans (*N. Lenine*).

La Lutte dans le Parti Socialiste Italien (*N. Lenine*). — Le Mouvement Socialiste en Roumanie (*Catherine Arbabi-Bally*). — Aux Socialistes des Etats-Unis (*Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste*). — La Révolution Internationale en 1917-1920 (*G. Zinoviev*). — Chronique Internationale : Italie. — Documents divers.

HÉROS ET MARTYRS DU COMMUNISME

RAYMOND LEFEBVRE, LEPETIT, VERGEAT

Les communistes français ont la douleur d'écrire les noms de Raymond Lefebvre, de Lepetit, de Vergeat, après celui de Jeanne Laborbe, au martyrologe de la révolution sociale. Nos trois camarades sont morts pour avoir hardiment tenté de forcer le blocus décrété par nos gouvernants scélérats contre le peuple russe révolutionnaire. Après des semaines d'angoisse, nous pleurons la disparition de trois de nos frères d'armes, parmi les plus chers, les plus dignes d'être aimés. Le sort ne pouvait nous infliger de plus cruelle épreuve.

Raymond Lefebvre était notre plus grande espérance. D'instinct, il était venu à nous et il s'était donné entièrement à notre cause. Nous admirions les étincelles de son génie qui se fût révélé dans un éclat splendide si la vie lui avait accordé de s'épanouir librement. Nous aimions son cœur généreux, si pitoyable à la souffrance de tous les hommes.

Nous tous, qui l'avons connu, le chérissions comme un frère.

Il avait renoncé à l'existence facile que la bourgeoisie assure à ses enfants. Il s'était livré avec passion à l'étude, il avait acquis une érudition peu commune chez les hommes de son âge. Avant la guerre, déjà, le socialisme l'avait gagné. Il connaissait peu ce que nous appelons la « littérature socialiste », mais une force invincible l'attirait vers le prolétariat révolté. La guerre lui donna la claire notion de la lutte des classes, une haine farouche du capitalisme homicide, l'amour infini des victimes du sanglant régime de l'exploitation des hommes. Elle le marqua de sa griffe sauvage : il portait dans sa chair une inguérissable blessure, et la vision de la mort devait à jamais l'obséder.

Il ne voulait plus connaître le repos. Il tremblait pour la vie de ses amis menacée, il souffrait du martyre de l'humanité massacrée

il oubliait sa propre vie en danger. A peine debout, il consacra ses forces, son intelligence, sa foi, tout son être, à un nouveau combat, celui des pacifistes contre les belliqueux, des révolutionnaires contre les possédants.

Je n'oublierai jamais comment je le vis pour la première fois. C'était chez Maurice Delépine, dans un petit atelier, où quelques amis se rencontraient, en 1916, pour parler de paix, de socialisme, de révolution, pour faire un petit journal pauvre et fier, le *Populaire*, qui depuis... Quelqu'un heurta la porte. Un grand jeune homme entra. Vêtu de bleu horizon, le dos un peu voûté, la démarche hésitante, d'une gaucherie charmante, la franchise empreinte sur le visage... C'était lui. Il se présenta, simplement. Il voulait nous voir, nous parler, nous connaître. Il devint vite notre ami.

Je n'oublierai jamais les heures que nous avons vécues ensemble. Nos conversations, où il apportait des idées étonnantes, un humour délicieux... Nos promenades, où il développait ses merveilleux projets, où il me contait la fable de son prochain livre... Ma dernière visite à Montmorency, où sa mère pleure maintenant... Sa dernière visite à la prison de la Santé, la veille du fatal voyage, sa hâte fébrile à partir pour Moscou, mes mille recommandations, ses promesses, son adieu.

Je l'ai quitté avec un serrement de cœur, en songeant aux frontières gardées, au trajet pénible qu'il lui faudrait parcourir, à sa santé fragile, au typhus... Je l'enviais aussi... Dans quelques semaines, il serait là-bas, où nous voudrions tous aller... Mais à son retour, de quel trésor d'impressions ne serait-il pas chargé ! Et je l'attendais, nous l'attendions chaque jour avec plus d'impatience.

Nous l'attendrons longtemps, longtemps. Oui, longtemps nous penserons que peut-être demain il reviendra, et que nous avons fait un mauvais rêve. Comment pourrions-nous croire qu'il n'est plus, tant que la mer glacée n'aura pas révélé le mystère angoissant ?

Comment renoncer à entendre dans la fièvre des réunions sa voix pathétique, qui étrennait l'auditoire frémissant ? Comment effacer de nos yeux la vision de ce Saint-Just nouveau ? Comment ne pas attendre son prochain article, son livre promis ? Comment nous résigner à ne plus lui garder sa place dans nos projets, à faire comme s'il n'avait jamais été ?

Nous ne le pourrions pas. Toujours, nous nous regarderons en songeant au meilleur

d'entre nous, disparu, nous sentirons un vide effrayant qui ne sera pas comblé.

Il nous reste de lui ses écrits, qui annonçaient un très grand écrivain : ses livres, ses brochures, publiés ou à paraître (*La guerre des soldats*, *L'Ancien soldat*, *Le Sacrifice d'Abraham*, *Députés contre Parlement*, *L'Eponge de vinaigre*, *Ma veste rouge*), ses manuscrits inachevés, ses lettres, ses articles. Il nous reste son pur souvenir qui vivra en nous à jamais.

L'exemple de son sacrifice fécondera la génération ardente des « nés de la guerre », exaltera jusqu'à l'héroïsme l'abnégation des volontaires de la révolution française de demain.

**

Lepetit, ouvrier terrassier, et Vergeat, ouvrier mécanicien, étaient deux de ces jeunes militants syndicalistes qui ont repris la tâche révolutionnaire abandonnée par leurs anciens et qui préparent obscurément les destinées de la classe ouvrière. Eveillés à la conscience de classe par l'anarchisme, ils ont consacré au syndicat le meilleur d'eux-mêmes. Comme tous les ouvriers anarchistes réfléchis, ils ont entendu dans la révolution russe la grande leçon. Ils sont partis pour l'étudier, pour voir de leurs yeux, pour savoir. Leurs camarades attendaient avec confiance le rapport de ces deux hommes libres, indépendants, incapables de feindre ou de tromper.

Tous deux étaient destinés à jouer dans le mouvement ouvrier le rôle éminent et périlleux des conducteurs de masses. Leur mort laisse un vide profond dans les rangs de l'élite ouvrière qui vénérera leur noble mémoire.

VARINE.

Œuvres de Raymond Lefebvre

<i>Le sacrifice d'Abraham</i>	5 75
<i>La guerre des soldats</i> (en collaboration avec Vaillant-Couturier)....	5 »
<i>La Révolution ou la Mort</i>	1 25
<i>L'ancien soldat en 1920</i>	0 50
<i>Députés contre Parlement</i> (en collaboration avec Vaillant-Couturier).	0 25



Raymond LEFEBVRE

Un Comité de Résistance

Il vient de naître un « Comité de Résistance Socialiste ». Le besoin s'en faisait vivement sentir... Le titre incolore, inodore et insipide du groupe Renaudel (la *Vie Socialiste*) et le titre burlesque du groupe Longuet (*Comité de Reconstruction*) étaient évidemment périmés. Il fallait arborer une enseigne de combat, à l'occasion des jours de bataille en perspective, pour rallier les tiraillers égaillés et égarés. *Comité de Résistance*, cela sonne mieux que les devises de Renaudel et de Longuet. Mais ces trois mots sont aussi annonceurs de défaite pour qui les invoque, et les maudits communistes que nous sommes y trouvent matière à satisfaction.

On s'étonne de ne pas trouver, parmi les signataires du Manifeste de ce *Comité de Résistance*, les noms de Longuet, Paul Faure et Verfeuil, alors que leurs auxiliaires Frot, Lainé, Mayéras, Mouret, Parvy, Pressemane, sans doute parce que plus francs que les autres reconstruc-teurs, n'ont pas hésité à s'em-brigader dans la cohorte de résistance. Pendant toute la durée de la guerre, Longuet n'a pas craint de contresigner, à côté de Renaudel, toutes les manifestations écrites de la C. A. P. et du groupe parlementaire, qui sont autant d'affirmations de trahison : que n'ose-t-il, aujourd'hui, prendre dans la nouvelle ligue anti-socialiste la place qui lui est réservée ? Les idées exprimées dans le Manifeste du *Comité de Résistance* sont pourtant celles-là mêmes qui inspirent la motion des reconstruc-teurs, dite (on ne sait pourquoi) « d'adhésion avec réserves ».

Les signataires du Manifeste auquel la presse bourgeoise et réactionnaire a réservé un accueil triomphal, — ce qui vaut d'être noté —, sont pour la plupart déjà aguerris par une longue expérience de résistance au socialisme révolutionnaire (ou communisme). Le plus résistant est sans contredit Renaudel, dont le nom est devenu synonyme de serviteur de la bourgeoisie, en considération de sa résistance à toute idée de paix en temps de guerre, à toute idée de révolution en temps de guerre comme en temps de paix. Alexandre Varenne est également des plus qualifiés pour résister au socialisme : il n'a fait que cela toute sa vie durant. Séverac n'est pas moins réputé que les deux précédents, pour sa résistance

opiniâtre à la vérité sur la révolution bolchevique, qu'il a su commenter en des termes qui nous ont fait apprécier presque favorablement ceux de Ludovic Naudeau et de Claude Anet. Mayéras, dont la mauvaise foi tient du prodige, saura certainement « résister » par des moyens que la morale réprouve. On regrette seulement de voir Léon Blum renoncer à son commerce spirituel avec Goethe et Stendhal, pour fréquenter une telle compagnie.

La résistance que la droite s'avise d'opposer au courant communiste n'est pas aussi tardive que ses artisans le prétendent. Elle n'a cessé d'être depuis le jour où les premières protestations contre la politique « officielle » du Parti se sont élevées. Renaudel, Mayéras et Cie, n'inaugurent rien de nouveau, car ayant abandonné il y a longtemps déjà toute résistance au capitalisme, ils se sont condamnés à résister au socialisme, ce qu'ils ont fait et qu'ils font encore avec une ardeur digne d'une meilleure cause. La seule caractéristique de leur regain de résistance est qu'il est désespéré. Il suffit de lire leur *factum* pour s'en convaincre.

Ce Comité se propose de résister pour l'unité socialiste internationale et nationale et pour la reconstruction de l'Internationale avec tous les partis restés socialistes révolutionnaires, contre l'entreprise de division socialiste et de guerre civile ouvrière conduite en plein accord par le « Comité de la 3^e Internationale », les citoyens Cachin et Frossard et tous ceux que se sont ralliés à leur tactique en signant la motion dite « d'adhésion à la 3^e Internationale ».

Cette définition du « but » du Comité, pour vide qu'elle soit, n'en comporte pas moins un sens significatif. La droite considère l'unité comme une fin, et non comme un moyen. Du socialisme, de la révolution, elle se moque intégralement ; elle n'en dit pas un mot. C'est l'unité qu'il lui faut. L'unité pour quoi ? Evidemment pour avoir beaucoup de voix aux élections. L'unité pour qui ? Evidemment pour les parlementaires présents et futurs. Tous-jours est-il que le Manifeste n'en dit rien. Avec quels partis la droite veut-elle reconstruire l'Internationale ? Avec les partis « restés socialistes révolutionnaires », dit-elle. Quels sont ces partis ? Elle ne le dit pas. Sans doute le Parti Socialiste Polonais, le Parti Ou-

vrier Belge... Toujours est-il que le Manifeste n'en dit rien.

Notre Comité se place sur le terrain : 1° de la résolution du Congrès international d'Amsterdam, 2° du Pacte d'Unité conclu en France en 1905 ; 3° du Programme d'action élaboré par le Parti en 1919 ; 4° de la résolution du Congrès de Strasbourg.

Renaudel et Varenne se réclamant de la résolution d'Amsterdam, c'est là un singulier spectacle. Pourquoi n'invoquent-ils pas le Coran ou l'Evangile selon saint Luc ? Nous ne le saurons jamais.

Depuis Amsterdam (1904) trois révolutions se sont succédées en Russie, des révolutions ont éclaté en Allemagne, en Autriche, en Hongrie. En 1914 a commencé un événement — auquel, il est vrai, Renaudel et Varenne ont été et sont encore totalement indifférents — qui s'est prolongé jusqu'en 1918, et qui dure encore sous de nouvelles formes : la guerre impérialiste mondiale. Il paraît que tout cela ne compte pas. Tandis que les communistes avouent tout bonnement avoir appris quelque chose à la lumière de ces grands faits historiques, les réformistes qui, eux, ne sont pas « figés dans l'immobilité du dogme », manifestent avec superbe leur parfait dédain d'expériences si chèrement acquises.

Le manifeste de la droite invoque la résolution de Strasbourg ; en quoi elle démontre combien nous avons raison de dénoncer, il y a près d'un an, la politique des reconstructeurs comme réactionnaire. Mais si le Parti mieux instruit repousse aujourd'hui les idées de la majorité de Strasbourg ? N'est-il pas libre de reviser son programme ? Non, dit la droite :

C'est pour maintenir le Parti dans sa ligne traditionnelle, c'est pour lui permettre surtout de développer toute son action de classe, que s'est constitué le Comité de Résistance Socialiste.

Que demande-t-on, en effet, aujourd'hui au Parti au nom de la 3^e Internationale ?

On lui demande de faire table rase de tous les fondements de sa doctrine, de déchirer la résolution d'Amsterdam, le pacte d'Unité et le programme de 1919 ; de bouleverser sa constitution ; et enfin de cesser de faire ce qu'a voulu la majorité de Strasbourg, pour faire ce que voulait la minorité.

Autrement dit, la majorité et la minorité de Strasbourg doivent rester respectivement majorité et minorité... figées dans l'immobilité des tendances. La minorité communiste, en se permettant de devenir majorité, se montre d'une inconvenance à nulle autre pareille. Si, du moins, elle consentait à pratiquer la politique de l'ancienne majorité ? Mais elle n'y paraît pas le moins du monde disposée. D'où la nécessité d'un renouveau de résistance...

On aimerait savoir ce que la droite entend par « la ligne traditionnelle » du Parti. Re-

commencerons-nous la sempiternelle querelle des classiques et des romantiques, des traditionalistes et des révolutionnaires ? Il y a tradition et tradition, comme il y a fagot et fagot. Celle dont se réclame Mayéras remonte à Judas de Kerioth et a été illustrée à Leipzig par les Saxons. Celle qui inspire les communistes a animé les Jacobins, les Babouvistes, les Communards et les Bolcheviks. A chacun sa tradition.

Observons encore que nous n'entendons nullement faire « table rase » de la résolution d'Amsterdam et du pacte d'unité, ainsi que l'affirme faussement le Manifeste. Nous en garderons tout ce qu'en a éprouvé l'expérience et en rejetterons ce que l'histoire a condamné. Ceux-là seuls qui sont... figés dans l'immobilité du dogme vénéreront ces deux documents un peu poussiéreux, comme les croyants adorent les livres saints. Les communistes, en bons marxistes qu'ils sont, ne sont pas attachés aux formes caduques ; ils évoluent avec la lutte de classes qu'aucun texte ne codifie.

Après le couplet d'usage sur l'autoritarisme du Comité Exécutif de Moscou, le Manifeste repousse en bloc les « thèses » de l'Internationale Communiste, puis les statuts qu'il analyse avec fantaisie. Il n'y a là rien qui nous étonne, sinon que plusieurs des signataires aient le sans-gêne de souscrire à ces déclarations après avoir proposé au Parti une motion dite « d'adhésion avec réserves » à la 3^e Internationale. Il ne nous déplaît pas d'enregistrer cette contradiction, qui justifie nos commentaires sur cette motion.

La droite se plaint de n'avoir connu qu'à « grand-peine » les textes de Moscou. L'assertion est audacieuse. Le *Bulletin Communiste* a publié intégralement les thèses proposées, puis les thèses adoptées, dès qu'il les a reçues, ainsi que les statuts de l'Internationale Communiste ; il a publié les discours de Lénine, de Trotsky, de Zinoviev au 2^e Congrès communiste international ; il publie tous les documents émanant du Comité Exécutif ; il a communiqué à l'*Humanité* le texte authentique du message de Zinoviev aux travailleurs français. Si Léon Blum a la faculté de nous procurer les documents plus rapidement qu'il nous est possible de les obtenir par nos faibles moyens, qu'il nous vienne en aide, et nous prenons l'engagement de les imprimer sans retard. S'il est impuissant à nous secourir, qu'il respecte au moins notre effort.

Le Manifeste cite des extraits du *Bulletin Communiste* en plaçant bout à bout des phrases qui n'ont aucun rapport entre elles ; il obtient ainsi un texte incohérent. Le procédé est d'une effronterie inqualifiable. Voici un exemple du résultat obtenu : « ... les reconstructeurs sont aujourd'hui réduits au rôle d'un

Renaudel dont le sort sera le leur... Ce qui signifie que Longuet est solidaire de tous les traîtres, etc. » Or, le deuxième membre de phrase se rapportait dans notre article à un tout autre contexte que la phrase qui précède. Voilà qui permet de bien augurer des moyens de résistance de ces messieurs.

Il faut encore remarquer que le Manifeste fait état d'articles parus dans les deux derniers numéros du *Bulletin Communiste*, comme si nous avions déterminé l'attitude des « résistants ». L'artifice est grossier. C'est beaucoup trop nous attribuer : les « résistants » ont résisté au communisme bien avant la publication de ces articles, et ils ne donneront pas le change en feignant de nous accorder une influence à laquelle nous ne prétendons pas.

Pour finir, le Manifeste impute à crime aux

Jeunesses socialistes communistes l'exclusion de la minorité anticommuniste. D'après les « résistants », c'est la minorité qui devait gouverner l'organisation. C'est un point de vue de vaincus agités de sombres pressentiments, et qui comprennent enfin que c'en est fini de leur hégémonie. A l'avance, ils s'insurgent contre un juste retour des choses d'ici-bas, qui leur sera défavorable. Qu'y pouvons-nous ? Après avoir exprimé nettement nos conceptions, dans une résolution actuellement soumise au Parti, il ne nous reste qu'à suivre notre chemin et à écarter tous les obstacles qui entraveraient notre marche en avant. Nous nous félicitons d'une résistance qui nous enseignera à en vaincre bien d'autres dans l'avenir.

VARINE.

Comment Friedrich Adler conçoit la "reconstruction" de l'Internationale

Le Congrès du parti social-démocrate d'Autriche, qui embrasse la forte majorité du prolétariat autrichien, a adopté pleinement le point de vue de Friedrich Adler au sujet de l'Internationale. Le grand révolutionnaire d'hier, descendu, en conception historique et en méthodes de combat, au niveau de ceux qu'il flétrit jadis, est aujourd'hui acclamé et applaudi par les social-traîtres de la pire sorte. En reniant son glorieux passé, il se solidarise ouvertement et publiquement avec les Renner et Seitz qui, pendant la guerre, ont induit la classe ouvrière de leur pays dans le mensonge funeste de la « patrie en danger » et qui, l'heure du soulèvement venue, ont trahi la révolution dès la première seconde.

C'est avec lui que Longuet et les Longuetistes de tous les pays vont délibérer sur la « reconstruction » de l'Internationale. Dans les milieux soi-disant socialistes qui, n'ayant pas encore trouvé le courage de se déclarer ouvertement social-patriotes, voilent leur politique réactionnaire par une phraséologie révolutionnaire, Friedrich Adler joue un rôle assez important. Héritier non seulement de la renommée, mais aussi de l'opportunisme et des méthodes diplomatiques de son père, pouvant se vanter d'un passé révolutionnaire, il est aujourd'hui l'espoir des leaders compromis de la 2^e Internationale, qui, comptant sur son ha-

bileté, voient en lui le personnage dont la réputation leur sert à couvrir l'opprobre de leur attitude contre-révolutionnaire.

Voilà pourquoi les opinions de Fritz Adler à l'égard de la « reconstruction » de l'Internationale ne manquent pas d'intérêt. Elles sont, ou seront sous peu, les conceptions générales de la plupart des reconstructeurs. A la veille du Congrès de Tours, il importe de démontrer encore une fois, en critiquant la théorie de Friedrich Adler, que la doctrine des reconstructeurs est essentiellement antimarxiste, contre-révolutionnaire et irréconciliable avec l'Internationale Communiste.

Friedrich Adler compare l'Internationale à une locomotive brisée en deux morceaux. Ni l'un ni l'autre des deux débris n'est, selon lui, capable de constituer par lui-même une locomotive. L'Internationale Communiste, qui n'embrasse que les prolétaires révolutionnaires, c'est-à-dire communistes, ne comprend qu'une infime minorité du prolétariat anglais et ne saurait, de ce fait, être considérée comme une véritable Internationale. La 2^e Internationale, où fait défaut l'immense majorité des ouvriers russes, ne mérite pas non plus ce nom. L'une et l'autre, ne représentant que des parties du prolétariat, sont incapables d'action sérieuse. Pour arriver à la reconstruction

de la locomotive, il faut rejoindre les deux parties de la chaudière, et il en est de même avec l'Internationale. Afin de rétablir une Internationale embrassant la grande majorité, ou mieux encore, tout le prolétariat de tous les pays, il faut réunir les deux ailes du mouvement ouvrier, le tronçon révolutionnaire et le tronçon réformiste. Cette besogne d'unification paraît à Friedrich Adler fort difficile, puisque ce sont surtout les éléments extrémistes dont les gestes implacables entravent, d'après Friedrich Adler, le rétablissement de l'unité. Et comme les chances de pouvoir réunir tous ces éléments adverses dans une organisation ferme et disciplinée ne semblent pas être très grandes (pas même à Adler, qui manque vraiment d'optimisme en ce qui concerne la reconstruction de l'Internationale), Friedrich Adler propose que la nouvelle Internationale (deuxième et demie ?) soit constituée d'après le modèle du soviét. Les conseils ouvriers ayant servi toujours en Autriche à discuter, entre communistes et social-démocrates, les problèmes actuels du mouvement ouvrier, Friedrich Adler pense qu'il n'y a que ce type d'organisation — le « parlement » de la classe ouvrière — qui puisse réunir toutes les tendances du socialisme sur la même base.

Ces opinions montrent le caractère petit-bourgeois de toute la théorie reconstructrice, elles révèlent des conceptions trahissant une incapacité absolue de concevoir ce qui se passe dans le monde.

Faut-il encore démontrer comment il est réactionnaire de vouloir rétablir l'unité du mouvement prolétarien en s'efforçant de réconcilier les martyrs du mouvement socialiste avec leurs bourreaux ? Toute tentative d'établir une unité entre les laquais et les victimes du capitalisme se condamne elle-même. Quant à l'illusion de Friedrich Adler de reconstruire l'Internationale d'après le type du soviét — ce qui ne ferait d'elle qu'un club de discussion hostile à toute action décidée, plus abominable encore que feu la Deuxième — elle démontre de nouveau que les reconstructeurs, ne pouvant nier l'existence des conseils ouvriers et étant incapables d'en reconnaître la signification historique, cherchent pour les soviets une destination tout à fait étrangère, même contraire au rôle qui incombe à ces organismes dans la révolution prolétarienne.

C'est en vain que nous cherchons dans les idées de Fritz Adler, ci-dessus développées, un peu de dialectique. Pour les reconstructeurs, les choses ne sont pas en constante évolution, elles ne sont pas soumises à un changement perpétuel. Elles se trouvent, tout au contraire, dans une inertie et une stagnation absolues. La comparaison de la locomotive est une des plus

malheureuses images qu'il puisse y avoir. Friedrich Adler compare les deux morceaux de la locomotive aux deux parties en lesquelles s'est divisée l'Internationale, selon les deux tendances qui se manifestent partout dans le mouvement ouvrier. Une telle comparaison ne peut être faite que par un homme dépourvu de toute idée marxiste et de toute conception dialectique. Comment peut-on comparer deux éclats raides de chaudière, qui resteront rigides et invariables pendant des siècles, aux deux organismes internationaux du prolétariat qui subissent des changements incessants, puisqu'ils sont des organismes vivants et sujets à l'évolution générale de la société humaine ? La comparaison lumineuse de la locomotive démontre que les reconstructeurs considèrent le groupement actuel des forces révolutionnaires et réformistes comme éternel. Ils ne peuvent comprendre le développement auquel ils assistent chaque jour, quoique le démembrement piteux de la 2^e et la croissance évidente de la 3^e Internationale leur indiquent clairement le sens de cette évolution. Les faits leur crient que c'est sur la base théorique et par l'action révolutionnaire de l'Internationale Communiste que l'unité du mouvement prolétarien, tant idolâtrée par eux, se réalisera. On peut réunir et marteler ensemble deux morceaux d'une locomotive, mais on ne peut point coller la moitié réformiste décadente de l'Internationale à la moitié révolutionnaire qui est en train de rétablir l'unité, non par des discussions stériles et paralysant toute action, mais par l'accord de l'action et des principes jugé superflu par MM. les reconstructeurs.

Les reconstructeurs reprochent aux communistes de ne pas se conformer à l'évolution économique et de vouloir déclencher « artificiellement » la révolution, sans et avant même que les conditions du renversement se soient créées. Que de fois ont-ils flétri la conception tout à fait « non historique » des partisans de la Troisième ! Mais nous voyons au contraire que c'est eux qui veulent forcer par la violence le cours de l'histoire, en tâchant de rétablir l'unité, sans qu'ils laissent aux circonstances le temps de mûrir, le temps de préparer la vraie unité qu'ils voudraient abandonner pour mettre à sa place une unité éphémère et qui ne serait qu'un château de cartes. Si on peut comparer quelque chose aux éclats de la chaudière — ferraille rouillée — de Friedrich Adler, ce n'est pas l'Internationale prolétarienne divisée en fractions qui ne tarderont pas à se réunir par une évolution naturelle et inévitable, mais bien la pensée roide et incapable d'évoluer, dépourvue de toute dialectique, de certains reconstructeurs.

L. REVO.

Lettre aux Camarades Yougo-Slaves

Chers camarades,

Le camarade Milkitch m'a remis une copie de votre lettre et les comptes rendus y joints. En route vers le front sud où doivent avoir lieu dans le courant des prochaines semaines des luttes décisives contre Wrangel, j'ai pu prendre connaissance attentivement de votre lettre. En la relisant, l'atmosphère du mouvement ouvrier yougo-slave et en particulier serbe m'est revenue clairement à la mémoire.

La guerre balkanique a été comme l'ouverture, l'entrée dans la grande guerre universelle. C'est alors que les socialistes ont dû subir la première épreuve de leur fidélité à leur drapeau. Dans le Parti serbe, il y a eu des hésitations et des divergences, mais elles n'ont pas eu le temps de se développer et, autant que je m'en souviens, elles cessèrent avec la conclusion de la paix. Katzlerovitch est décidément allé au social-patriotisme. Laptchevitch a gardé une attitude ferme et décidée : mais je reconnais avec la plus grande affliction qu'au cours du mouvement actuel, Laptchevitch représente non plus l'avenir, mais le passé. Il nous est arrivé au cours de cette lutte cruelle de perdre bien des amis. Les uns ont péri matériellement, les autres spirituellement.

En parlant de ceux qui sont morts réellement je rappelle avant tout l'image de notre ami Dmitri Toutsovitch. Sa perte est ressentie, j'en suis sûr, dans le mouvement yougo-slave et balkanique jusqu'aujourd'hui. C'était une figure des plus fermes. Inébranlable, solide, et plein d'assurance, Toutsovitch avait été créé pour cette époque de l'humanité. Quel malheur qu'il soit mort avant d'entrer sur la voie nouvelle de notre époque révolutionnaire.

Douchan Popovitch n'est plus parmi nous, lui non plus. Je sais qu'il n'a point été exempt des erreurs social-patriotiques. Mais je veux croire que ce lutteur décidé, ce journaliste jeune et talentueux aurait été avec nous, de toute sa forte pensée, dans le camp de la révolution et du communisme.

C'est avec joie que je trouve parmi les chefs du mouvement communiste de la Yougo-Slavie les noms des camarades qui me sont connus depuis 1912. Je ne vais pas indiquer leurs noms afin de ne point leur nuire aux yeux des autorités yougo-slaves. Je connais moins le mouvement des ex-provinces slavonnes de l'empire des Habsbourg. Mais il suffit pour s'en faire une idée de savoir que les organisations socialistes de ces régions reflétaient l'esprit général de la politique social-démocrate autrichienne, c'est-à-dire l'esprit lâche de soumission à la volonté des gouvernants, l'esprit de légalité à tout prix, l'esprit des illusions réformistes et des préjugés chauvins.

D'après les dires du camarade Rakovski, je sais que les chefs du mouvement socialiste transylvain, dans leur union avec le parti socialiste roumain, y ont apporté l'esprit du plus

bas opportunisme parlementaire. De votre lettre, il ressort que les anciens chefs du mouvement ouvrier de Croatie, Slovaquie et Bosnie ont tourné au social-patriotisme. Vous menez contre eux la lutte décisive et, comme toujours en pareil cas, les masses sont de votre côté. Votre dernier Congrès à Voukovarié en semble la meilleure preuve. Le Parti Communiste central compte environ 60.000 membres, force énorme en Yougo-Slavie où la bourgeoisie des différentes provinces semble tiraillée de tous les côtés et affaiblie par des divisions intérieures. Les organisations syndicales se trouvaient en Serbie jusqu'à la guerre sous la direction et sous l'influence du parti social-démocrate. A présent, ainsi que cela semble ressortir de votre lettre, les organisations communistes de Yougo-Slavie gardent et augmentent leur influence sur les syndicats réunissant 150.000 prolétaires. Dans la mesure où il est possible d'en juger d'ici, votre mouvement suit la bonne voie révolutionnaire.

Pendant la guerre impérialiste, le mot d'ordre : « libération » de la Serbie de la griffe austro-hongroise a joué un grand rôle dans la propagande de l'impérialisme anglo-français, c'est-à-dire dans la duperie des masses ouvrières. La Serbie est sortie de la guerre agrandie de territoire. Elle s'est agrandie des terres appartenant à l'Autriche-Hongrie et à la Bulgarie et elle est devenue la Yougo-Slavie. Mais jamais la petite Serbie ne s'est trouvée dans un esclavage aussi grand à l'égard de l'Autriche-Hongrie que la grande Yougo-Slavie à l'égard de la France et de l'Entente en général. La Yougo-Slavie victorieuse n'est pas moins ruinée et épuisée que ses ennemis vaincus. Il faut ajouter à cela que si l'économie de l'Europe détruite était régénérée sur les bases anciennes, le relèvement capitaliste de la Yougo-Slavie, de la Bulgarie, de la Hongrie et de l'Autriche entraînerait inévitablement de nouveaux chocs sanglants entre ces pays. Seule, la révolution socialiste aux Balkans et dans l'Europe centrale peut créer des conditions favorables à la régénération pacifique et au relèvement économique des masses travailleuses yougo-slaves. Seule, la fédération soviétique balkanique étroitement liée avec les fédérations de l'Europe centrale permettra aux différentes nationalités établies dans ces régions de réunir leurs forces dans une collaboration pacifique au lieu de les morceler et de les diviser.

La révolution prolétarienne est en marche, elle ne saurait être retenue. Elle exige l'organisation unanime et solide dans le combat de la classe ouvrière. Réunissez toutes vos forces, camarades, afin de créer une telle organisation. Au nom de la Révolution Proletarienne qui vient, je salue le Parti Communiste frère yougo-slave.

Kharkov, 10 octobre 1920. L. TROTSKY.

LES BOLCHEVIKS ET LES PAYSANS

Comment les communistes russes traitent la classe paysanne moyenne

L'importante étude que nous publions ici est un rapport présenté par Lénine au 8^e Congrès du Parti communiste russe (bolchevik), en mars 1919. Au moment où le Parti socialiste français est saisi des thèses de l'Internationale Communiste sur la question agraire, et de la Résolution d'adhésion à l'Internationale Communiste, par le Comité de la 3^e Internationale, il est nécessaire que nos camarades connaissent et méditent les commentaires de Lénine sur la question paysanne.

Camarades,

Je dois m'excuser de n'avoir pu prendre part à toutes les séances de la section élue par le Congrès pour l'étude de la question du travail dans les campagnes : s'il y a des lacunes dans mon exposé, elles seront comblées par les discours des camarades qui ont participé aux travaux de cette section depuis son ouverture. La section en question a fini d'élaborer les thèses qui ont été remises à la commission et qui vous seront exposées. Je voudrais m'arrêter sur la portée générale de la question, telle qu'elle a été posée devant nous par les résumés des travaux de la section et telle qu'elle est posée maintenant, à mon avis, devant le Parti tout entier.

Camarades, il est évidemment naturel qu'au cours du développement de la révolution prolétarienne, il nous arrive de mettre au premier plan tantôt l'une, tantôt l'autre des questions les plus compliquées et les plus importantes de la vie sociale. Il est clair que, dans une révolution qui ébranle, qui ne peut pas ne pas ébranler les fondements mêmes de la vie, et qui englobe toutes les couches de la population, aucun parti, aucun gouvernement, sans excepter même le plus populaire, n'est en état d'embrasser à la fois tous les domaines de la vie.

S'il nous faut maintenant étudier la question du travail dans les campagnes, et en déduire quelle est la situation du paysan moyen (et cela au point de vue du développement de la révolution prolétarienne), il ne peut y avoir là rien d'anormal ni d'étrange. Evidemment, la révolution prolétarienne a dû commencer par résoudre les rapports essentiels entre les deux classes hostiles, le prolétariat et la bourgeoisie. Il s'agissait avant tout de remettre le pouvoir entre les mains de la classe ouvrière, de lui assurer la dictature, de renverser la bourgeoisie et de lui arracher les sources économiques de son pouvoir, qui sont un obstacle absolu à tout régime socialiste. Nul d'entre nous n'a jamais mis en doute cet axiome du marxisme que, sous le régime capitaliste, étant données les

conditions économiques de la société, l'hégémonie appartient soit au prolétariat, soit à la bourgeoisie. Nous voyons maintenant beaucoup d'anciens marxistes, par exemple dans le camp menchévik, prétendre que, pendant la période de lutte décisive entre le prolétariat et la bourgeoisie, la *démocratie en général* peut dominer. Ainsi parlent à l'unisson les menchéviks et les social-révolutionnaires. Comme si ce n'était pas la bourgeoisie elle-même qui crée la démocratie et l'abolit, suivant l'intérêt qu'elle y trouve ! Ceci étant établi, il ne saurait être question de *démocratie en général*, tant que la bourgeoisie et le prolétariat seront aux prises. On ne peut que s'étonner en voyant des marxistes ou des pseudo-marxistes, comme nos menchéviks, jeter le masque si vite et découvrir leur vraie physionomie de démocrates petits-bourgeois.

Toute sa vie, Marx a lutté surtout contre ce démocratisme bourgeois illusoire. Il a tourné surtout en dérision la liberté pour les travailleurs de mourir de faim, l'égalité entre l'homme qui vend son travail, et le bourgeois qui, sur le marché soi-disant libre, trafique librement et impunément du travail de l'ouvrier, etc... Marx n'a cessé de le répéter dans tous ses ouvrages économiques. On peut dire que tout son *Capital* est consacré à l'énoncé de cette vérité, que les éléments de la société capitaliste ne peuvent être que la bourgeoisie et le prolétariat : la bourgeoisie, qui en est le créateur et le chef, le prolétariat, qui est le fossoyeur de la bourgeoisie. c'est-à-dire la seule force capable de prendre sa place. On trouverait difficilement dans toute l'œuvre de Marx un chapitre qui ne traitât pas cette question. On peut dire que les socialistes du monde entier, sous la 2^e Internationale, ont fait mille fois devant les travailleurs le serment de comprendre cette vérité. Mais lorsque est venu le moment de lutter vraiment et sans merci contre la bourgeoisie pour le pouvoir, nous avons vu que nos menchéviks et nos social-révolutionnaires, comme du reste les chefs des vieux partis socialistes du monde entier, ont renié cette vérité et se sont mis à faire métier de ressasser leurs phrases hypocrites sur la *démocratie en général*.

On essaie parfois chez nous de donner à cette formule un peu plus de « force » en parlant de *dictature de la démocratie*. C'est une absurdité. L'histoire nous apprend que la « dictature de la bourgeoisie démocratique » n'a jamais exprimé autre chose que des représailles contre les ouvriers rebelles. Cela a commencé au plus tard à dater de 1848, mais on en trouve des exemples bien avant cette date. Nous voyons dans l'histoire que c'est dans la démocratie bourgeoise que se développe et s'avive la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Nous le savons par expérience. Et si, depuis novembre 1917, les actes du gouvernement soviétique se sont signalés par leur rigueur dans toutes

les questions essentielles, c'est précisément parce que nous n'avons jamais oublié les leçons du passé. Il n'y a que la dictature d'une classe, du prolétariat, qui, seule, puisse apporter une solution à la question de la lutte contre la bourgeoisie pour l'hégémonie. Il n'y a que la dictature du prolétariat qui puisse triompher de la bourgeoisie ; il n'y a que le prolétariat qui puisse prendre la tête des masses dans la lutte contre la bourgeoisie.

Il ne s'ensuit pas (ce serait une erreur profonde de le croire) que, dans l'évolution ultérieure du communisme, alors que la bourgeoisie est renversée et que le pouvoir politique est entre les mains du prolétariat, nous puissions continuer à nous passer du concours des éléments moyens limitrophes des deux classes en lutte.

Naturellement, au début de la révolution prolétarienne, toute l'attention de ses chefs se concentre sur son objectif principal et essentiel : assurer la domination du prolétariat et faire en sorte que la bourgeoisie ne puisse revenir au pouvoir. Nous savons parfaitement que la bourgeoisie a gardé des privilèges provenant des capitaux qui lui restent à l'étranger, parfois même chez nous. Nous savons qu'elle n'a pas renoncé à l'espoir de ressaisir le pouvoir, et qu'elle continue ses tentatives pour rétablir sa domination.

Ce n'est pas tout. La bourgeoisie, dont le principe est : « Où il fait bon vivre, là est la patrie », la bourgeoisie qui, sous le rapport des capitaux, a toujours été internationale, la bourgeoisie mondiale est actuellement encore plus puissante que nous. Sa domination s'effrite de plus en plus, comme le confirme encore la révolution hongroise que nous avons eu hier le bonheur de vous annoncer et que les nouvelles d'aujourd'hui confirment ; elle commence à comprendre que son hégémonie est compromise et qu'elle a perdu sa liberté d'action. Mais, d'après le seul compte des ressources matérielles dont elle dispose dans le monde entier, nous devons bien avouer que la bourgeoisie matériellement est encore plus forte que nous.

Voilà pourquoi les neuf dixièmes de notre attention, de notre activité pratique, ont été et doivent être consacrés à cette question primordiale : renversement de la bourgeoisie, consolidation du pouvoir du prolétariat, impossibilité pour la bourgeoisie de revenir au pouvoir. Sur ce terrain inévitable, beaucoup a été réalisé déjà, et avec succès.

Or le moment est venu de mettre à l'ordre du jour la question des autres éléments. Nous devons (telle a été notre conclusion unanime dans la section agraire, et nous sommes sûrs que tous les travailleurs du Parti resteront d'accord sur ce point, car nous ne faisons que résumer leurs propres observations), étudier dans toute son ampleur la question de la classe paysanne moyenne.

Il y aura certainement des gens qui, au lieu de considérer les étapes de notre révolution, au lieu de tenir compte des problèmes qui se posent devant nous, profiteront du premier acte venu du pouvoir soviétique pour le critiquer et pour le tourner en ridicule, comme font messieurs les menchéviks et les social-révolutionnaires de droite. Ces gens n'ont pas en-

core compris qu'ils doivent choisir entre être avec nous ou être avec la dictature bourgeoise. Nous avons fait preuve à leur égard de beaucoup de patience et d'indulgence ; nous leur laisserons encore une fois le moyen de mettre à l'épreuve cette patience ; mais le moment viendra bientôt où ladite patience et ladite indulgence atteindront leur terme, et alors, si leur choix n'est pas encore fait, nous leur proposerons pour de bon d'aller retrouver Koltchak. (*Applaudissements.*)

Nous n'attendons pas de la part de ces gens-là qu'ils témoignent de beaucoup d'esprit. (*Rires.*) Mais on serait en droit d'attendre qu'après avoir subi les cruautés de Koltchak, ils comprissent pourquoi nous avons le droit d'exiger d'eux qu'ils fassent leur choix entre Koltchak et nous. Si, durant les premiers mois qui ont suivi la révolution de novembre, beaucoup de naïfs ont cru bêtement que la dictature du prolétariat était une chose passagère et fortuite, maintenant, les menchéviks et les social-révolutionnaires eux-mêmes devraient comprendre la légitimité de la lutte que nous soutenons contre les assauts de la bourgeoisie mondiale tout entière.

Il n'y a en fait que deux forces en présence : la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Celui qui ne l'a pas compris à la lecture de Marx et des ouvrages de tous les grands socialistes, celui-là n'a jamais été socialiste ; il n'a jamais rien compris au socialisme et il n'a de socialiste que le nom. Nous accordons à ces gens-là un court délai pour réfléchir, et nous les sommons de résoudre la question. Je parle d'eux parce qu'ils disent déjà : « Les Bolchéviks ont posé la question de la classe paysanne moyenne ; ils veulent flirter avec elle ». Nous savons parfaitement que la presse menchéviste est remplie d'argumentations de ce genre et même d'un genre bien pire encore. Nous les repoussons sans y attacher la moindre importance. Les individus capables de louvoyer jusqu'ici entre la bourgeoisie et le prolétariat peuvent dire ce qu'ils veulent. Nous continuerons à suivre notre chemin.

C'est le calcul des forces de classes qui nous trace la voie à suivre. La société capitaliste ravive la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat. Tant que cette lutte ne sera pas terminée, nous concentrerons tous nos efforts pour la mener à bonne fin. Elle n'est pas terminée, mais elle est en bonne voie. La bourgeoisie mondiale n'est déjà plus en état d'agir les mains libres. La révolution prolétarienne hongroise en est la meilleure preuve. Donc il est clair que notre programme dans les campagnes n'est plus soumis au même degré qu'autrefois aux exigences de la lutte pour le pouvoir.

Notre révolution a connu deux phases principales. En novembre 1917, nous avons conquis le pouvoir, *soutenus par la classe paysanne tout entière*. Elle était alors une révolution bourgeoise, dans la mesure où la lutte de classes n'avait pas encore gagné les campagnes. Comme je l'ai dit, ce n'est qu'au cours de l'été 1918 qu'a commencé dans les campagnes la vraie révolution prolétarienne. Si nous n'avions pas su provoquer cette révolution, nous aurions failli à notre mission. Nous avons pris le pouvoir dans les villes et nous avons établi le gouvernement so-

viétiste ; c'était là la première étape. La deuxième étape a été ce qui, pour tous les socialistes, constitue l'essentiel, ce sans quoi il n'est pas de vrai socialisme : la sélection des éléments prolétariens et demi-prolétariens des campagnes, leur fusion avec le prolétariat des villes pour la lutte contre la bourgeoisie des campagnes.

Cette dernière étape est, elle aussi, franchie. Les organisations que nous avons créées au début (les comités de paysans pauvres) se sont développés à un tel point que nous avons pu les remplacer par des soviets régulièrement élus, c'est-à-dire que nous avons pu réorganiser les soviets ruraux de manière à en faire des organes de domination de classe, des organes du pouvoir prolétarien dans les campagnes. Des mesures telles que la loi sur l'organisation agraire socialiste et sur les moyens d'acheminement à la culture socialiste de la terre, promulguée récemment par le Comité Exécutif Central, et que tout le monde, sans doute, connaît bien, peuvent être regardées comme le couronnement de notre révolution prolétarienne.

Nous avons résolu le problème capital de la révolution prolétarienne. Ceci fait, se pose une question plus compliquée, celle des *relations envers la classe paysanne moyenne*. S'il est des gens enclins à penser que cette question peut amoindrir le caractère de notre pouvoir, affaiblir la dictature du prolétariat et relâcher nos principes politiques, ces gens-là n'ont pas compris les problèmes de notre révolution prolétarienne et communiste. J'ai la conviction qu'il ne s'en trouve pas dans notre parti.

Je voudrais mettre les camarades en garde contre les gens qui se rencontreront hors du parti ouvrier et qui parleront ainsi, non pas en vertu de quelque principe, mais tout simplement pour compromettre notre cause en faveur de la réaction, en un mot pour exciter contre nous le paysan moyen, qui a toujours hésité, qui ne peut pas ne pas hésiter et qui hésitera encore longtemps. Pour l'exciter contre nous, ils diront : « Regardez, les voilà qui flirtent avec vous ! Donc ils tiennent compte maintenant de vos insurrections ; donc ils en reviennent de leurs principes », etc. Il faut que tous nos camarades soient armés contre une pareille propagande. Et je suis sûr qu'ils seront armés, si nous arrivons à résoudre cette question en nous plaçant au point de vue de la lutte de classes.

Il est évident que la question est plus compliquée ; mais elle est non moins capitale ; elle peut être posée en ces termes : *comment déterminer les rapports du prolétariat envers la classe paysanne moyenne ?*

Camarades, pour les marxistes, cette question ne présente pas de difficultés au point de vue théorique, au point de vue que s'est assimilé l'énorme majorité des ouvriers. Je rappellerai, par exemple, que dans l'ouvrage écrit par Kautsky sur la question agraire (quand l'auteur suivait encore l'enseignement de Marx, dans lequel il passait pour une autorité indiscutable), ce dernier s'exprime ainsi à propos de la phase du passage du capitalisme au socialisme : « Le problème du parti socialiste est de *neutraliser la classe paysanne*, c'est-à-dire d'arriver

à ce que le paysan reste neutre dans la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, et qu'il ne puisse porter de secours actif à la bourgeoisie contre nous. »

Tout le temps qu'a duré l'ère de la domination bourgeoise, la classe paysanne a soutenu cette dernière et s'est rangée de son côté. Il suffit pour le comprendre de se rappeler la puissance économique de la bourgeoisie et ses moyens de domination politique. Il ne faut pas attendre que le paysan moyen se mette tout de suite de notre côté. Mais si nous savons faire une bonne politique, ses hésitations tomberont dans quelque temps, et il est possible qu'il vienne se ranger à nos côtés.

Engels, qui, avec Marx, a posé les fondements du marxisme scientifique (auquel notre parti s'est toujours conformé, surtout pendant la révolution), divisait déjà de son temps la classe paysanne en trois catégories, la petite, la moyenne et la grosse. Pour la grande majorité des pays d'Europe, cette division correspond à la réalité. Engels disait : « Peut-être n'aura-t-on même pas partout besoin de réduire par la force la catégorie des gros paysans ». Mais que nous puissions un jour employer la violence envers la catégorie moyenne (la catégorie des petits étant notre alliée), aucun socialiste de bon sens n'y a jamais songé !

Ainsi parlait Engels en 1894, un an avant sa mort, lorsque la question agraire fut inscrite à l'ordre du jour. Ce point de vue nous démontre cette vérité que l'on oublie parfois, mais sur laquelle nous sommes tous d'accord en théorie, à savoir que, vis-à-vis des gros propriétaires et des capitalistes, notre programme est clair : c'est l'expropriation totale. Mais *vis-à-vis des paysans moyens nous n'admettons aucune violence*. Même à l'égard de la classe paysanne riche, nous ne sommes pas si intransigeants qu'à l'égard de la bourgeoisie, et nous ne parlons pas d'expropriation complète des paysans riches et des « Koulaks ». Notre programme formule clairement cette distinction. Nous disons en effet : écrasement de la résistance de la classe paysanne riche, écrasement de ses tentatives contre-révolutionnaires. Mais ce n'est pas là une expropriation totale. Nous faisons une distinction bien marquée entre la bourgeoisie et la classe paysanne moyenne ; nous disons : expropriation totale de la bourgeoisie, mais alliance avec les paysans moyens qui n'exploitent pas les autres ; telle est la politique générale acceptée par tous en théorie. En pratique, malheureusement, cette politique est plus ou moins bien appliquée et, en province, on n'a pas encore appris à s'y conformer.

Lorsque, la bourgeoisie renversée, le prolétariat eut consolidé son pouvoir et entrepris de constituer la société nouvelle, la question de la classe paysanne moyenne surgit au premier plan. Aucun socialiste au monde ne nia que le communisme était appelé à revêtir des formes différentes dans les pays de grande et de petite cultures. C'est là en effet une vérité évidente par elle-même. Il s'ensuit qu'à mesure que nous abordons les problèmes de réalisation du communisme, notre attention doit, dans une certaine mesure, se concentrer sur la classe paysanne moyenne.

Notre conduite à l'égard de la classe paysanne

moyenne est appelé à avoir des conséquences importantes. La question est sans doute résolue en théorie, mais nous savons, pour en avoir fait l'expérience, qu'il y a loin de la solution théorique d'une question à sa réalisation pratique. Nous en sommes au point où en était la grande révolution française, lorsque la Convention décrétait des réformes grandioses, mais manquait de points d'appui solides pour mettre ces réformes en pratique et ne savait même pas sur quelle classe s'appuyer pour réaliser telle ou telle mesure.

Nous nous trouvons dans des conditions infiniment plus favorables. Grâce à tout un siècle d'évolution, nous savons sur quelle classe nous appuyer. Mais nous savons aussi que cette classe manque encore d'expérience pratique. Le but essentiel pour la classe ouvrière est clair : renverser le pouvoir de la bourgeoisie pour le donner aux ouvriers. Comment y arriver ? Tout le monde se rappelle au prix de quelles difficultés et de quelles erreurs nous sommes passés du contrôle ouvrier à l'administration directe de l'industrie par les ouvriers. C'était pourtant là un travail qui ne concernait que la classe ouvrière, le milieu ouvrier avec lequel nous avons toujours eu affaire. Or, maintenant, il s'agit de régler nos rapports avec une classe nouvelle, que l'ouvrier des villes ne connaît point.

Il faut savoir de quelle façon nous devons nous conduire envers une classe qui n'a pas d'orientation stable. La masse du prolétariat est pour le socialisme, la masse de la bourgeoisie est contre le socialisme : il est donc facile d'établir les rapports entre ces deux classes. Mais quand nous touchons à une classe telle que la classe paysanne moyenne, nous voyons que *c'est une classe qui oscille*. Elle est en partie propriétaire et en partie travailleuse. Elle n'exploite pas en effet les autres représentants de la classe laborieuse. Pendant des dizaines d'années, elle a été obligée de tout mettre en œuvre pour défendre sa situation ; elle a été exploitée par les propriétaires et les capitalistes, mais, en même temps, elle est propriétaire.

Voilà pourquoi nos rapports avec cette classe indécise offrent tant de difficultés. Forts de notre expérience de plus d'une année, de notre travail prolétarien à la campagne et de la scission des classes rurales, nous devons surtout éviter la hâte, l'irréflexion, et nous garder de prendre pour des réalités ce qui n'est encore que des projets à l'étude. Dans la motion présentée par la Commission, motion qui vous sera lue par un des orateurs qui parleront après moi, vous entendrez rappeler à la circonspection.

Au point de vue économique, il est clair que nous devons venir en aide à la classe paysanne moyenne ; cela ne fait pas de doute en théorie. Mais, étant donné nos mœurs, notre niveau de culture, le manque de ressources culturelles et techniques dont il nous faudrait doter la campagne, et aussi notre impuissance à comprendre les paysans, les camarades emploient souvent la contrainte et, par là, ils gênent tout. Pas plus tard qu'hier, un camarade me remettait une brochure intitulée : « Instructions destinées à servir au travail du Parti dans le gouvernement de Nijni-Novgorod » (Edition du Comité bolchevik de Nijni). J'y lis, par exemple, à la page 41 : « Le décret relatif à l'impôt extraordinaire doit

peser de tout son poids sur les épaules des Koulaks des campagnes, des spéculateurs et, en général, des éléments de la classe paysanne moyenne ». C'est ce qui s'appelle « avoir compris ! » Ou c'est le résultat d'un travail hâtif et inconsidéré, ce qui montre tout le danger des méthodes irréflechies ; ou bien, et c'est la pire supposition, que je ne veux pas faire à l'égard des camarades de Nijni, c'est tout simplement manque d'intelligence. Peut-être est-ce une simple inadvertance.

Très souvent, dans la pratique, les choses se passent comme le racontait un camarade de la Commission. Les paysans l'entourent et chacun d'eux lui demande : « Décide si je suis moyen ou non ? J'ai deux chevaux et une vache. J'ai deux vaches et un cheval », etc.. Il faudrait que cet agitateur, dans ses tournées à travers les districts, possédât un thermomètre infailible qu'il pût appliquer au paysan afin de dire s'il est moyen ou non. Il faudrait pour cela connaître toute l'histoire du ménage de ce paysan, ses relations avec les groupes inférieurs et supérieurs du village, et cela, nous ne pouvons pas le savoir exactement.

Il faut ici beaucoup de sens pratique ainsi que la connaissance des conditions locales. Cela nous manque encore, il faut bien l'avouer, et il n'y a pas de honte à le reconnaître. Nous n'avons jamais été utopistes et nous n'avons jamais rêvé de bâtir la société communiste avec des communistes impeccables, aux mains sans taches, nés et élevés dans une société communiste pure. Ce sont là des contes d'enfants.

Nous devons bâtir le communisme avec les débris du capitalisme, et il n'y a que la classe aguerrie par la lutte contre le capitalisme qui peut le faire. Le prolétariat, vous le savez bien, n'est pas exempt des défauts et des faiblesses de la société capitaliste. En luttant pour le socialisme, il faut qu'il lutte contre ses propres défauts. La fraction la meilleure du prolétariat, instruite par une lutte séculaire, a pu acquérir toute la culture de la vie des villes et des capitales, et elle s'est affinée en luttant. Vous savez que, par contre, les campagnes, même dans les pays les plus civilisés, ont toujours été tenues dans l'ignorance. Sans doute, nous élèverons le niveau moral des paysans, mais c'est une tâche qui demande du temps, beaucoup de temps. Voilà ce que nos camarades oublient trop souvent, et sur quoi insistent particulièrement les gens de la campagne, non pas les intellectuels des villes ni les fonctionnaires des commissariats, mais les gens bien placés pour juger pratiquement du travail sur place. Ce sont leurs opinions surtout qui ont été précieuses dans la section agraire. Elles seront précieuses, j'en suis sûr, pour tout le Congrès du Parti, car elles ne sont tirées ni des livres, ni des décrets, mais de la vie elle-même. Tout cela nous engage à apporter plus de précision dans nos rapports avec la classe paysanne moyenne. C'est d'autant plus difficile que la vie ne nous apporte pas cette précision.

Cette question non seulement n'est pas résolue, mais elle est *insoluble* pour le moment. Il y en a qui disent : « Il ne fallait pas écrire tant de décrets », et ils reprochent au Gouvernement Soviétique d'avoir élaboré trop de décrets sans s'être préoccupé de la

question de leur application. Ces gens-là ne comprennent pas que ce sont là des raisonnements de contre-révolutionnaires. Il serait sans doute idiot de s'imaginer qu'il suffit d'écrire des centaines de décrets pour transformer toute la vie de la campagne.

Mais ce serait trahir le socialisme que de renoncer à indiquer par des décrets la voie à suivre. Ces décrets, même quand ils n'ont pu être réalisés tout d'un coup ou en totalité, ont joué un rôle énorme de propagande. Au lieu de faire de la propagande par des maximes générales comme autrefois, nous *prêchons maintenant par le travail*. C'est aussi une propagande, mais une propagande d'action, d'un autre genre toutefois que l'action individuelle de certains réclamisistes dont nous nous sommes tant moqués à juste titre à l'époque des anarchistes et de l'ancien socialisme.

Nos décrets ne sont plus des appels aux ouvriers pour les exciter à se soulever et à renverser la bourgeoisie. Non, ce sont des appels aux masses, invitant tout le monde à l'action pratique ; ce sont des instructions pour le travail pratique des masses. Voilà ce qui est important. A côté de certains points prématurés, irréalisables peut-être, ces décrets renferment des instructions et des matériaux précieux pour les millions d'individus que le pouvoir soviétique convoque au travail. C'est la pierre de touche de l'œuvre socialiste dans les campagnes. Si nous nous plaçons à ce point de vue, nos innombrables lois, décrets, arrêtés, porteront leurs fruits. Nous ne devons pas les regarder comme des règlements absolus qu'il faut à tout prix exécuter immédiatement et d'emblée.

Il faut éviter tout ce qui pourrait encourager les abus ou les excès de zèle. Il y a par-ci par-là des arrivistes, des aventuriers qui se sont ralliés à nous ; ils s'appellent communistes et ils ne cherchent qu'à nous tromper ; ils se sont attachés à nous parce que nous sommes au pouvoir et parce que les éléments « fonctionnaires » plus honnêtes refusent de collaborer avec nous à cause de leurs idées arriérées ; tandis que ces arrivistes n'ont ni idées ni honnêteté. Ce sont exclusivement des arrivistes ; ils emploient les moyens violents dans les campagnes, ils pensent bien faire, et, dans la pratique, ils aboutissent souvent à faire crier aux paysans : « Vive le pouvoir Soviétique ! A bas la Commune ! » (c'est-à-dire le communisme). Ce ne sont pas là des inventions ; ce sont des faits courants que nous rapportent les camarades des campagnes. Nous ne devons pas oublier le mal que peut causer toute mesure hâtive, irréfléchie, ainsi que tout excès de zèle.

Il fallait nous dépêcher de sortir, par un saut désespéré, de la guerre impérialiste qui nous avait acculés à la hanqueroute ; il fallait mettre en œuvre les moyens les plus désespérés pour terrasser la bourgeoisie et nous débarrasser des ennemis qui menaçaient de nous écraser. Nous ne pouvions pas agir autrement, et sans cela nous n'aurions pas pu vaincre. Mais agir ainsi vis-à-vis de la classe paysanne moyenne serait une imbécillité, serait compromettre notre cause, et, seuls, des provocateurs peuvent être capables de faire consciemment une pareille besogne.

Nous devons recourir à une tactique toute différente. Il ne s'agit plus de briser la résistance d'ex-

ploiteurs avérés, de les vaincre et de les renverser. C'était là le problème principal, mais à mesure que nous l'avons résolu, d'autres problèmes plus compliqués sont venus se poser. Ici, la violence ne servirait à rien. *La violence envers la classe paysanne moyenne serait le plus grand mal* que l'on puisse causer. Une classe qui comprend tant de millions d'individus doit être ménagée. Même en Europe, où nulle part elle n'est aussi puissante qu'en Russie, où la technique, la civilisation, la population des villes, les chemins de fer sont incomparablement plus développés que chez nous et où il serait bien plus facile d'y songer, personne parmi les socialistes les plus révolutionnaires n'a jamais préconisé des mesures de violence envers la classe paysanne moyenne.

Quand nous avons pris le pouvoir, nous étions appuyés par la classe paysanne tout entière. Alors, tous les paysans n'avaient qu'une tâche : la lutte contre les grands propriétaires. Mais jusqu'ici, les paysans ont gardé de la méfiance contre la grande culture. Ils pensent : « S'il y a la grosse propriété, je ne demeurerai qu'un simple journalier ». C'est une erreur évidemment. Mais rien qu'à l'idée de la grande culture, le paysan se rappelle comment les gros propriétaires le tenaient sous le joug, et il sent toute sa haine se rallumer. Il faut tenir bien compte de cette mentalité.

Nous devons nous pénétrer de cette vérité que, par les méthodes violentes, nous n'aboutirons à rien.

Le problème économique se pose tout autrement. Ici, le fait qui peut être détaché, avec conservation de toutes les fondations et de tout le bâtiment, fait défaut. Le fait constitué en ville par les capitalistes n'existe pas dans les campagnes. *Ici, agir par la violence, c'est tuer la cause*. Ce qu'il faut pour la campagne, c'est un processus de lente éducation. Le paysan de chez nous, comme le paysan du monde entier, est pratique et réaliste ; c'est par des exemples concrets que nous lui prouverons que la « commune » est la meilleure des solutions. Comment voulez-vous qu'on arrive à quelque chose de bon, quand débarquent dans un village des faiseurs d'embarras venus de la ville, qui pérorent à tort et à travers, organisent quelques disputes d'intellectuels et aussi de non-intellectuels et, après avoir craché par terre, s'en vont pour ne pas revenir, ainsi que cela arrive ? Au lieu de commander le respect, ils tombent dans le ridicule et à juste titre.

Sur cette question, nous devons dire que nous encourageons les communes, mais ces communes doivent être constituées *de manière à conquérir la confiance du paysan*. Jusque-là, nous ne sommes pas les maîtres des paysans, mais leurs élèves. Que des gens complètement ignorants de l'agriculture et de la vie de la campagne, qui ont débarqué un beau jour au village tout simplement parce qu'ils ont entendu parler de l'utilité de l'agriculture en commun, parce qu'ils étaient fatigués de la ville et désireux de travailler à la campagne, estiment en savoir sur toute chose plus long que les paysans, rien ne saurait être plus bête. En effet, *il n'est rien de plus bête que l'idée même d'employer la violence à l'égard de la classe paysanne moyenne dans le domaine de l'exploitation agricole*.

Notre tâche consiste non pas à exproprier le paysan moyen, mais à tenir compte des conditions spéciales de la vie de la campagne ; c'est au paysan de nous apprendre les moyens d'arriver à un régime meilleur, et ce n'est pas à nous de commander ! Voilà la règle que nous nous sommes tracée. (*Applaudissements.*)

Voilà la règle que nous avons tâché d'exposer dans notre projet de résolution, car à cet égard, camarades, nous avons commis de grandes fautes ; il n'y a pas de honte à le reconnaître. Nous n'avions pas d'expérience, tandis que la lutte même contre les exploités nous a été tracée par l'expérience. Si on nous a quelquefois donné tort à propos de cette lutte, nous pouvons répondre : « Messieurs les capitalistes, c'est de votre faute. Si vous n'aviez pas opposé une résistance aussi absurde, aussi téméraire et aussi féroce, si vous n'aviez pas fait alliance avec la bourgeoisie du monde entier contre nous, la révolution aurait pris des formes moins brutales. » Maintenant que nous avons repoussé des assauts furieux de tous les côtés, nous pouvons passer à d'autres méthodes, parce que nous agissons non pas comme un club, mais comme un Parti qui entraîne derrière lui des millions d'hommes. Les masses ne peuvent pas comprendre tout d'un coup les changements de politique, et bien souvent les coups qui étaient destinés aux Koulaks tombent sur le paysan moyen. Ce n'est pas étonnant, mais il faut comprendre que tout cela est le résultat de conditions historiques qui sont tombées maintenant en désuétude, et que les nouvelles conditions de la vie et les nouveaux problèmes posés par elle à propos de la classe paysanne exigent une nouvelle psychologie.

Nos décrets concernant l'agriculture sont, dans leurs grandes lignes, impeccables. Nous n'avons aucun motif de changer un seul de ces décrets. Mais, si les décrets sont justes, *il n'est pas juste de les imposer au paysan par la force*. Aucun décret ne fait mention de la force brutale. Au contraire, les décrets sont faits pour tracer les voies, et pour inviter à des mesures pratiques. Lorsque nous disons : « Encouragez le système de la collectivité », nous donnons par là des directives qui doivent être mises un grand nombre de fois à l'épreuve avant de trouver leur forme de réalisation définitive. Du moment qu'il est dit qu'il est indispensable d'avoir le consentement volontaire du paysan, il faut donc persuader celui-ci et le persuader d'une façon pratique. Les paysans ne se laisseront pas persuader par des paroles, et ils ont raison. Il serait dommage qu'ils se laissassent persuader par la simple lecture des décrets et par les brochures de propagande. S'il était possible de transformer ainsi toute la vie économique, cette transformation-là ne vaudrait pas un liard. Il faut d'abord prouver que le système collectif est un progrès ; il faut ensuite l'organiser pratiquement de manière que les gens soient bien rapprochés les uns des autres et non pas divisés ; il faut leur démontrer qu'il y a un avantage à travailler en commun. C'est ainsi que le paysan pose la question, et nos décrets ne la posent pas autrement. Si nous n'avons pas su aboutir jusqu'ici au succès, il n'y a là rien de déshonorant : nous devons le reconnaître en toute sincérité.

Jusqu'ici, nous n'avons résolu que le problème essentiel de toute révolution socialiste, c'est-à-dire la

victoire sur la bourgeoisie. Ce problème fondamental, nous l'avons résolu, bien que nous nous trouvions au début d'un semestre terriblement difficile, quand les impérialistes du monde entier font leurs derniers efforts pour nous écraser. D'ores et déjà nous pouvons dire sans exagérer qu'eux-mêmes ont compris que, passé ce semestre, leur cause était absolument désespérée. De deux choses l'une, ou bien ils profiteront de notre épuisement pour vaincre notre pays, ou bien c'est nous qui vaincrons, non seulement dans notre pays, mais dans le monde entier. Durant cette demi-année, où les crises du ravitaillement et du transport sont à leur apogée, et où les puissances impérialistes redoublent leur offensive sur tous les fronts à la fois, notre situation est excessivement critique, mais ce sont les derniers six mois critiques à traverser.

Nous devons redoubler d'énergie dans la lutte contre les ennemis extérieurs qui fondent sur nous. Mais en ce qui concerne les problèmes agraires, en dépit de toutes les difficultés, ainsi que de la nécessité où nous nous trouvons de concentrer tous nos efforts contre les exploités, nous devons nous rappeler que, dans les campagnes et à l'égard de la classe paysanne moyenne, nos tâches sont tout autres.

Tous les ouvriers conscients de Pétrograd, d'Ivanovo-Voznesensky, de Moscou, qui ont été au village, vous répéteront que les plus gros malentendus, les conflits les plus sérieux et les plus insolubles en apparence sont écartés ou résolus, lorsqu'ils sont appelés à être tranchés par des ouvriers même étrangers à la campagne, mais intelligents, qui parlent non pas le verbiage des livres, mais une langue accessible au paysan, et se conduisent non pas en petits satrapes, mais en camarades, expliquant la situation et faisant appel aux sentiments et à la solidarité de la classe ouvrière contre les exploités. Par cette propagande amicale, ils réussissent là où ont échoué des centaines d'autres qui avaient voulu se conduire en maîtres et en supérieurs.

Voilà dans quel esprit est rédigée la résolution que nous soumettons à votre examen.

Dans mon bref rapport, j'ai tenté de m'arrêter sur les questions de principes et sur le sens politique général de cette résolution. J'ai tenté de prouver (et je veux espérer y avoir réussi) qu'au point de vue des intérêts de notre révolution tout entière, il n'y a aucun changement de politique, aucun retour en arrière. Les réactionnaires et leurs complices vont crier peut-être que nous faiblissons. Laissons-les dire ; cela ne nous touche pas.

Nous poursuivons notre politique ferme et méthodique. Maintenant que la bourgeoisie est domptée, nous devons reporter notre attention sur les problèmes agraires, et nous occuper d'améliorer le sort de la classe paysanne pauvre. Nous devons vivre en paix avec elle. Dans la société communiste, la classe paysanne moyenne ne sera avec nous que si nous lui rendons plus faciles, si nous améliorons les conditions économiques de son existence. Si nous pouvions fournir demain 100.000 tracteurs de première qualité, avec les provisions d'essence voulues, et leur trouver des mécaniciens (et vous savez que c'est du domaine de la fantaisie), le paysan moyen dirait tout de suite : « Je suis pour la commune ». Mais pour atteindre ce

résultat, il faut tout d'abord vaincre la bourgeoisie internationale ; il faut l'obliger à nous fournir ces tracteurs, ou alors élever notre production à un degré qui nous permette de les construire nous-mêmes. Voilà comment se pose la question.

Le paysan a besoin de l'industrie des villes ; sans elle, il ne peut pas vivre ; or l'industrie est entre nos mains. Si nous nous mettons à l'œuvre comme il le faut, le paysan nous sera reconnaissant de lui procurer ces produits de la ville, ces instruments, cette culture. Ce ne sont plus les exploiters ni les propriétaires qui l'approvisionneront, mais des camarades-travailleurs comme lui, pour qui il a la plus haute estime. Mais il n'estime que leur concours pratique, leurs services réels, et il rejette (et il a raison) les manières de commandement et les « injonctions » venues d'en haut.

Commencez par lui venir en aide ; ensuite cherchez à capter sa confiance. Si nous savons nous y prendre, si chacun des actes de chacun de nos groupes est justement calculé dans le district, dans le canton, au sein du détachement de ravitaillement, au sein de n'importe quelle organisation, si chacun de nos actes se trouve minutieusement contrôlé à ce point de vue, nous acquerrons la confiance du paysan, et alors seulement nous pourrions aller plus de l'avant. Pour le moment, nous lui devons notre assistance et nos conseils ; abandonnons le ton de commandement pour celui de la camaraderie. Alors le paysan sera entièrement pour nous.

Voilà, camarades, ce que renferme notre résolution ; voilà, il me semble, ce que le congrès doit adopter. Si nous nous laissons guider par ces principes dans tous les travaux de nos organisations de parti, nous remplirons sûrement la grande tâche qui nous incombe.

Nous avons appris à vaincre et à renverser la bourgeoisie et nous en sommes fiers. Mais nous n'avons pas encore appris à régulariser nos rapports avec les millions de paysans de la classe moyenne ; nous ne savons pas encore conquérir leur confiance. Il faut le dire franchement. Maintenant que le problème est bien posé et bien compris, nous avons l'espoir, que dis-je ? nous savons, nous sommes convaincus qu'il sera résolu, et alors le socialisme sera absolument invincible. (*Applaudissements prolongés*).

N. LENINE.

P. Vaillant-Couturier

A ceux des champs

Cette brochure s'adresse aux camarades des champs, aux millions de demi-prolétaires, petits propriétaires, petits métayers, journaliers, ouvriers et ouvrières agricoles de toutes sortes, qui représentent près des trois quarts de la population rurale de la France.

Elle doit permettre, à tout camarade convaincu, d'entreprendre, fût-il seul, la bonne besogne de libération dans son milieu rural 0 50

Comité de la 3^e Internationale

Le Comité de la 3^e Internationale, pour ne laisser place à aucune équivoque quant à l'application en France des conditions d'admission dans l'Internationale Communiste, rappelle :

1^o Le Comité, approuvant les thèses et les 21 conditions, est résolu à poursuivre la réalisation de ces conditions ;

2^o Cette réalisation ne dépend pas seulement de la volonté du Comité. Elle dépend aussi des circonstances politiques, du point de maturité révolutionnaire du Parti, du degré de préparation et d'éducation communistes des militants. Tenant compte d'éléments d'appréciation complexe, le Comité a présenté au Parti, de concert avec la fraction Cachin-Frossard, une résolution qui ne permet pas de douter de sa volonté de réaliser les conditions qui transformeront le Parti en Parti Communiste ;

3^o Cette résolution ne pourra subir au Congrès de Tours aucune altération. Elle devra être appliquée dans son esprit comme dans sa lettre. Le Comité donne mandat à tous ses membres délégués au Congrès de s'en tenir strictement au texte rédigé et approuvé par les signataires de la résolution. Il invite tous les délégués sincèrement partisans de l'Internationale Communiste à ne se prêter à aucun compromis, aucune transaction et à repousser toute addition qui infirmerait une des dispositions de la résolution ;

4^o La résolution comportant l'abolition de la représentation proportionnelle dans les *organes directeurs* du Parti, toute contradiction de ce point de vue équivaut à un refus d'adhérer à l'Internationale Communiste qui considère comme une nécessité absolue l'unité de direction des partis affiliés.

La Commission Exécutive de la 3^e.

ERRATUM

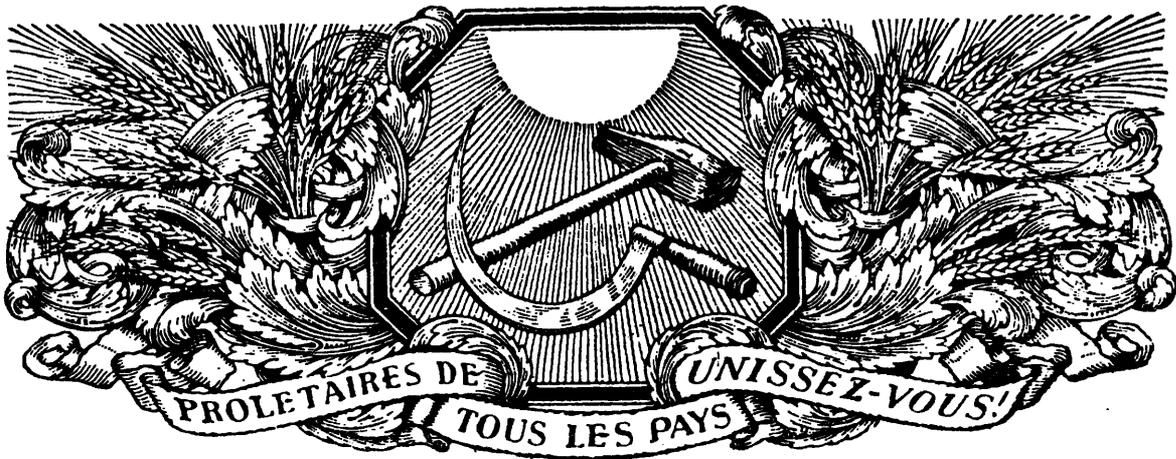
Notre confrère André Pierre nous signale une erreur de traduction qui s'est glissée dans le message de l'Internationale Communiste au prolétariat italien (nos 44-45 du *Bulletin Communiste*). Nous l'en remercions et nous empressons de rectifier. En quoi le *Bulletin Communiste* se différencie, une fois de plus, du *Populaire*.

Voici le passage qui avait été altéré :

Le Comité Exécutif croit indispensable de déclarer qu'il considère la question de l'épuration du Parti et des autres conditions d'admission à la 3^e Internationale comme un ultimatum. Il ne saurait autrement assumer devant le prolétariat international toute la responsabilité de sa section italienne.

Nous avions imprimé, au lieu des mots « comme un ultimatum », ceux-ci : « d'une façon très exacte », ce qui, évidemment, ne signifiait rien.

Nous sommes heureux, en corrigeant, de constater combien nous sommes d'accord avec l'Internationale Communiste sur la nécessité de considérer les conditions (et surtout celle ayant trait à l'épuration) comme un ultimatum.



La lutte dans le parti socialiste italien

Le numéro 213 de la *Pravda* du 25 septembre 1920 a inséré une petite lettre de moi « aux ouvriers français et allemands » au sujet des débats du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste. L'*Avanti*, du 5 octobre, a réimprimé cette lettre en l'accompagnant de commentaires sur lesquels il convient de s'arrêter, car ils montrent clairement l'incorrection de la position prise par le camarade Serrati, directeur de l'*Avanti*.

« *L'explication de Lénine, disons-nous, atténuée dans une certaine mesure les conditions draconiennes dictées par des camarades qui n'apprécient pas complètement et justement les gens et les obstacles à une si grande distance et dans des conditions si différentes.* »

« *...Lénine a fait grâce à l'une de ses victimes, Modigliani...* »

« *...A présent, dit Lénine, — (nous ne savons pas si c'est en son propre nom ou au nom de l'Exécutif de l'Internationale Communiste), — l'on admet des exceptions à la règle générale et avec le consentement du Comité exécutif.* »

La remarque ironique au sujet de la « victime » Modigliani, l'un des réformistes, manque complètement son but. En dépit de l'opinion de Serrati, le nom de Modigliani (et de Longuet) a été rappelé par moi sans aucune intention. Tel ou tel nom est pris par moi comme exemple pour caractériser la tendance et je laisse toujours de côté la question des personnalités, ne voulant rien décider là-dessus et la comptant comme secondaire et susceptible d'exception. En dépit de la déclaration de Serrati, il sait très bien, car il renvoie précisément à mon article de la *Pravda*, que je parle et que je peux parler seulement en mon nom et pas du tout au nom de l'Exécutif de l'Internationale. Par ses remarques, Serrati détourne le lecteur de l'*Avanti* de la question essentielle fondamentale, à savoir si l'on peut tolérer les réformistes dans les rangs du parti du prolétariat révolutionnaire italien. Serrati cache l'incorrection de la position prise par lui en s'efforçant d'attirer

l'attention sur des questions secondaires et sans portée.

Serrati, aussi bien dans les remarques en question que dans d'autres articles, parle de l'insuffisance d'information du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste de Moscou relativement à la question italienne, comme si la question ne portait pas surtout sur deux tendances radicalement opposées, comme s'il ne s'agissait pas de décider la question essentielle de l'union avec les réformistes, mais seulement de divergences sur lesquelles Moscou n'est pas suffisamment éclairée. La fausseté révoltante de ce point de vue et cet essai de détourner l'attention des questions essentielles se trouve surtout manifestée dans le compte rendu officiel des débats du Comité Central du Parti Socialiste Italien. Ces débats ont eu lieu quelques jours avant la publication du numéro en question de l'*Avanti*, à savoir le 28, le 29, le 30 septembre et le 1^{er} octobre à Milan. Ils ont été terminés par le vote sur deux résolutions de l'une desquelles on peut dire qu'elle est communiste et de l'autre qu'elle est centriste, et qu'elle défend sous une forme indirecte l'union avec les réformistes. La première l'emporta réunissant sept voix (Terraccini, Gennari, Rodgen, Tultar, Kazoucci, Marcialle et Bellonne), la deuxième obtint 5 voix : (Baratono, Zaranini, Bacci, Giacomini, Serrati).

La première se distingue par une remarquable clarté et précision. Elle commence par indiquer que « les conditions actuelles de la Révolution italienne et de lutte exigent la plus grande homogénéité du parti ».

Plus loin, il est dit qu'il est permis à tous de rester dans le parti à la condition de se soumettre à sa discipline, et que cette condition n'a pas été remplie ; qu'il est absurde d'attendre la soumission à la discipline de la part de ceux dont les convictions sont opposées aux principes et à la tactique de 3^e Internationale ; que pour cette raison, ayant accepté les 21 conditions de Moscou, il faut accepter une épuration radicale du Parti

en éloignant tous les éléments réformistes et opportunistes.

Ici, il ne s'agit point de noms ni de personnalités, c'est la véritable et claire ligne politique. Les motifs de la décision sont ici indiqués avec précision : les faits concrets de l'histoire du parti italien, les particularités concrètes de la situation révolutionnaire.

La deuxième résolution est un modèle de diplomatie mesquine et sans franchise : « Nous acceptons les 21 points, mais nous reconnaissons que ces conditions permettent des interprétations différentes, qu'il est indispensable de donner un critérium politique à chaque section de l'Internationale Communiste, conforme aux conditions historiques et aux faits concrets particuliers aux pays en question, en soumettant ces conditions à la ratification de l'Internationale ». La résolution souligne « la nécessité de conserver l'unité du parti socialiste italien sur la base des 21 points » ; les cas particuliers de violation de la discipline doivent être sévèrement réprimés par le comité central du Parti.

La résolution communiste dit : la situation révolutionnaire exige la plus grande homogénéité du parti. Ceci est incontestable. La résolution des défenseurs de l'« unité » avec les réformistes s'efforce de nier cette vérité incontestable sans se décider à la discuter.

La résolution communiste dit : la particularité de l'Italie consiste en ce que la condition de la soumission des réformistes aux décisions du Parti n'a pas été respectée. Là est le nœud de la question. S'il en est ainsi, le fait de permettre aux réformistes de rester dans le parti dans la situation révolutionnaire aiguë actuelle, peut-être même à la veille des luttes décisives de la révolution, ce fait n'est pas seulement une faute, mais un crime. Ce fait est-il vrai ou non ? Les réformistes ont-ils appliqué les décisions du parti, se sont-ils soumis, ont-ils mené la politique indiquée, oui ou non ? La résolution des défenseurs des réformistes ne peut pas répondre affirmativement, elle ne peut pas nier l'affirmation des communistes et elle se refuse de répondre elle-même, elle louvoie, se réfère d'une façon générale aux particularités concrètes des différents pays, surtout afin de cacher les particularités « concrètes » de l'Italie, précisément en ce moment, et afin de présenter ces particularités sous un faux jour. Car précisément ces particularités concrètes de l'Italie consistent justement en ce que les réformistes se sont montrés en fait incapables d'appliquer réellement les décisions du parti et de suivre en fait sa politique. Ayant manifesté si peu de clarté sur cette question radicale, la résolution des défenseurs de l'union avec les réformistes se détruit d'elle-même en entier.

Serrati, Baratonno, Zaranini, Bacci et Giacomini ont déjà démontré par là complètement et évidemment qu'ils sont dans leur tort et que leur politique est radicalement fautive.

Les débats du Comité Central du Parti Italien ont prouvé encore plus clairement la fausseté complète de la politique de Serrati. Les communistes déclarent que les réformistes restant ce qu'ils sont, ne peuvent pas ne point saboter la révolution de même qu'ils avaient saboté à une époque toute récente le mouvement révolutionnaire des ouvriers italiens s'emparant des usines.

En vérité, c'est là qu'est le nœud de la question. Comment peut-on donc se préparer à la révolution ? Comment peut-on aller au combat décisif quand on a dans son Parti des gens saboteurs la révolution ? Ceci n'est point seulement une faute, c'est un crime.

Et si Serrati, ainsi qu'il le dit franchement dans sa lettre à l'*Humanité* du 14 octobre, compte seulement sur l'exclusion du seul Turati (1), alors dans ce cas aussi Serrati a été démenti par les faits. Car les réformistes italiens, non seulement ont réuni une conférence spéciale de leur fraction (à Reggio d'Emilia le 11 octobre 1920) ils ont non seulement répété au cours de cette conférence toutes leurs opinions essentiellement réformistes, ils ont non seulement fait une ovation triomphale à Filippo Turati, mais ils ont encore déclaré par la bouche de Trèves : « Ou nous resterons tous dans le Parti, ou nous en sortirons tous ». Remarquons à ce propos que la presse bourgeoise et que les réformistes eux-mêmes ont tâché de grandir l'importance de la conférence de cette fraction, mais que l'*Avanti* du 13 octobre, édition de Milan, écrit franchement que les réformistes ont réuni les représentants des réformistes de 200 sections du parti, lequel en compte des milliers !

Mais arrêtons-nous avec plus de détails sur la principale question de Serrati. Serrati craint la scission qui diviserait selon lui le Parti et, en particulier, les syndicats, les coopératives et les municipalités. Ne point détruire ces institutions indispensables pour l'édification du socialisme, voilà la pensée fondamentale de Serrati. « Où prendrons-nous, prêche Serrati dans l'*Avanti* du 2 octobre 1920 (édition de Turin), où prendrons-nous autant de communistes (fût-ce même des communistes enflammés de la veille seulement) pour occuper toutes ces fonctions publiques dont nous aurons chassé les gens suivant la proposition de Terraccini ? » Et nous retrouvons la même pensée dans le périodique publié par le camarade Serrati, *Le Communisme*, numéro 24, p. 1.627, et dans l'article de Serrati sur le II^e Congrès de la III^e Internationale : « Figurez-vous la commune de Milan, c'est-à-dire l'administration de la ville de Milan, dirigée par des gens incompetents, par des novices, par des communistes ardents de la veille. »

Serrati craint la destruction des syndicats, des coopératives et des municipalités, le manque de savoir et les erreurs des novices.

Les communistes, eux, craignent le sabotage de la révolution par les réformistes : cette comparaison montre l'erreur de principe de Serrati. Il répète tout le temps la même pensée, à savoir la nécessité d'une tactique souple. Cette pensée est incontestable, mais toute la question est que Serrati pousse vers la droite alors qu'il faut pousser vers la gauche dans les conditions actuelles de l'Italie. Afin de réussir complètement la révolution et de la défendre, le Parti italien doit faire encore un certain nombre de pas vers la gauche (sans se lier les bras et sans oublier que les circonstances peuvent très bien exiger quelques pas à droite).

La révolution prolétarienne comptant dans ses rangs des réformistes et des mencheviks ne saurait vaincre et ne saurait se défendre. En principe, ceci est de toute évidence et a été confirmé de la manière la plus sûre par l'expérience de la Russie et de la Hongrie. C'est là une constatation décisive. Comparer ce danger avec le danger de la perte, de l'insuccès, des erreurs, du crack, des

(1) Voici la partie essentielle de cette lettre : « Nous sommes tous pour les conditions de Moscou. La question qui se pose est celle de leur application. J'affirme qu'il faut nettoyer les rangs du Parti des éléments nuisibles et j'ai demandé l'exclusion de Turati, mais j'affirme aussi que nous ne devons point perdre la masse des syndicats et des coopératives. D'autres veulent une scission radicale. Voilà en quoi consiste la divergence ». — (*L'Humanité*, 14 octobre, Serrati)

syndicats, des coopératives, des municipalités, etc. ce n'est pas seulement ridicule, mais encore criminel. Risquer le sort de la révolution en considération de ce fait que l'administration de la ville de Milan pourrait périr, etc., c'est ne point comprendre du tout la tâche fondamentale de la révolution, c'est n'être point capable du tout de préparer la victoire.

En Russie, nous avons commis des milliers de fautes, nous avons essuyé des milliers d'échecs, etc... en conséquence de l'incapacité de novices et de gens incompetents qui se trouvaient dans les coopératives, dans les communes et dans les syndicats. Nous ne doutons point que les autres peuples plus civilisés commettront moins de fautes pareilles. Mais en dépit de toutes ces fautes, nous avons atteint l'essentiel, la conquête du pouvoir par le prolétariat et ce pouvoir s'est maintenu pendant trois ans. Les fautes indiquées par le camarade Serrati sont choses beaucoup plus facilement corrigibles et des millions de fois moins nuisibles, que le sabotage de la révolution par les menchéviks, et la perte même de la révolution. Ceci est de toute évidence et a été prouvé avec éclat par la Hongrie. L'expérience l'a aussi confirmé chez nous pendant ces trois années de régime prolétarien. Bien des fois, on s'est trouvé dans une situation pénible, lorsque le gouvernement soviétique aurait pu être à coup sûr renversé si les menchéviks, les réformistes, les petits-bourgeois démocrates étaient restés dans notre parti ou même en nombre plus ou moins considérable dans les administrations centrales soviétiques telles que le Comité Central Exécutif.

Serrati n'a pas compris la particularité de ce moment de transition, que traverse actuellement l'Italie, où de l'avis général, le combat décisif du prolétariat contre la bourgeoisie est proche pour la conquête du pouvoir politique. En un tel moment, il n'est point seulement indispensable d'écarter les menchéviks, les réformistes, les Turati du Parti, mais il serait même utile d'écarter d'excellents communistes susceptibles d'hésiter et enclins à défendre l'union avec les réformistes. Il serait utile, dis-je, d'écarter de tels communistes de tous postes responsables.

Je vais vous donner un exemple saisissant : peu de temps avant la révolution de novembre et peu de temps après, une série d'excellents communistes ont commis une faute dont on ne se souvient pas volontiers en ce moment ; on ne s'en souvient pas volontiers parce qu'il n'est pas juste de rappeler ses fautes à qui les a corrigées. Mais pour les ouvriers italiens il peut être utile de les rappeler. Des bolcheviks aussi en vue et des communistes comme Zinoviev, Kamenev, Rykov, Noguine, Milioutine, manifestèrent quelque hésitation à l'époque indiquée ci-dessus, en faisant valoir le danger couru par les bolcheviks de s'isoler, d'entreprendre la révolution avec trop de risques et de se montrer trop intransigeants à l'égard des partis menchévik et socialiste-révolutionnaire. Le conflit arriva au point que les camarades en question quittèrent ostensiblement tous les postes responsables du Parti et des organisations soviétiques, à la plus grande joie des ennemis de la révolution soviétique. On en vint aux plus cruelles polémiques dans la presse du Comité Central de notre Parti contre les camarades démissionnaires. Mais quelques semaines plus tard, quelques mois au plus, tous ces camarades se rendirent compte de leur faute et revinrent reprendre leur place dans les postes les plus responsables du Parti et du gouvernement soviétique.

Il n'est point difficile de comprendre pourquoi

ceci est arrivé. La veille de la révolution et au moment le plus cruel de la lutte pour la victoire, la plus petite hésitation au sein du Parti pouvait perdre, détruire la révolution, faire échapper le pouvoir des mains du prolétariat, car ce pouvoir n'était pas encore ferme et les coups dirigés contre ses détenteurs étaient très puissants. Si les chefs de la révolution hésitaient à une telle époque, si les chefs hésitants n'avaient pas quitté le Parti, ce Parti n'aurait pas été renforcé mais affaibli, et le mouvement ouvrier et la révolution en même temps que lui.

Et voici que précisément, en Italie, on se trouve à un moment où tout le monde voit et reconnaît que la crise révolutionnaire a pris une extension nationale, générale. Le prolétariat a montré en fait sa capacité de se soulever, de soulever les masses en un mouvement révolutionnaire puissant. Les plus pauvres paysans et le demi-prolétariat (en vain le camarade Serrati s'est-il approprié l'habitude stupide de poser le point d'interrogation après ce mot, car c'est là un terme correctement marxiste, il exprime une pensée juste, confirmant le fait existant en Russie et en Italie, à savoir que des paysans apparaissent comme des mi-proprétaires, mi-prolétaires), les paysans les plus pauvres en Italie ont montré en fait qu'ils sont capables de se soulever et de s'élever à la hauteur du combat révolutionnaire à la suite du prolétariat. Maintenant, la nécessité la plus absolue pour la victoire de la révolution en Italie consiste en ce que le Parti devienne réellement l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire en Italie, un Parti complètement communiste, incapable d'hésitation et de faiblesse au moment décisif, un Parti qui réunirait en soi le plus grand fanatisme, le plus absolu dévouement à la révolution, l'énergie, l'audace et la décision. Il faut vaincre dans un combat extrêmement difficile, exigeant un grand nombre de victimes, il faut défendre le pouvoir conquis dans des conditions invraisemblablement dures et semées d'attentats, d'intrigues, de racontars, de calomnies, de violences de la part de la bourgeoisie du monde entier, dans les conditions les plus dangereuses, sous la séduction de toute la petite-bourgeoisie démocratique turatiste, de tous les centristes, de tous les social-démocrates, socialistes, anarchistes, etc. Dans de telles conditions, le Parti doit être cent fois plus solide, plus décidé, plus audacieux, plus dévoué et plus impitoyable que dans des circonstances ordinaires et dans des moments moins difficiles. En de tels moments et dans de telles conditions, le Parti sera renforcé cent fois et non pas affaibli si de ses rangs s'en vont les menchéviks de l'espece de ceux qui se sont réunis à Reggio d'Emilia le 11 octobre 1920, et si de sa direction s'en vont même d'excellents communistes, qui actuellement sont membres du comité central du Parti, tels que Baratono, Zaranini, Bacci, Giacomini et Serrati. La plupart des gens de cette dernière catégorie, s'ils démissionnent en un moment comme celui-ci, reviendront sans doute très rapidement à leurs postes, ayant reconnu leurs erreurs après la victoire du prolétariat, après l'affermissement de ses conquêtes. Et même parmi les menchéviks, les turatistes, probablement une partie reviendra et sera acceptée dans les rangs du Parti après la période des plus grandes difficultés, de même que sont revenus maintenant après 3 ans de vie difficile, une partie des menchéviks et des S. R. se trouvant en 1917-1918 de l'autre côté de la barricade, en Russie.

Une période de lutte non pas seulement extrêmement difficile, ainsi que je l'ai dit, mais des ...

plus difficiles, s'ouvre à présent pour le prolétariat révolutionnaire italien. Le plus dur est encore à faire pour lui. Il me semblerait superficiel et criminel de fermer les yeux devant ces difficultés et je suis étonné que le camarade Serrati puisse insérer sans objection dans son périodique *Le Communisme* (N° 24) un article aussi superficiel que celui signé J. K. intitulé : « Serons-nous bloqués ». Personnellement je pense, contrairement à l'avis de l'auteur de cet article, que le blocus de l'Italie, si le prolétariat y emporte la victoire est non seulement possible mais même vraisemblable de la part de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique. A mon avis, le camarade Graziadei a posé bien plus justement la question du blocus dans son discours à la séance du comité central du Parti italien (voir *Avanti*, I-X-1920, édition turinoise). Il a reconnu, que la question du blocus possible est très grave. Il indiqua que « la Russie a pu subsister malgré le blocus en partie à cause de la rareté de la population et de l'étendue du territoire, — que la révolution en Italie ne pourrait pas résister longtemps si elle ne se coordinaient point avec la révolution de quelque autre pays de l'Europe Centrale », qu'« une telle coordination sera difficile, mais non point impossible » car toute l'Europe continentale est en train de vivre une période de révolution.

Ceci a été dit très prudemment, mais très justement. J'ajouterai seulement que certaine coordination, quoique encore insuffisante, quoique incomplète, serait fournie à l'Italie et que pour obtenir une coordination complète il faudra combattre. Les réformistes rappellent la possibilité du blocus afin de saboter la révolution, afin d'écartier de la révolution par l'effroi de ses conséquences, afin de communiquer aux masses leur état d'esprit de panique, leur terreur, leur indécision, leur hésitation, leurs tergiversations. Les révolutionnaires communistes ne doivent point nier le danger et les difficultés de la lutte pour inspirer à la masse beaucoup plus de fermeté et de courage, et afin de nettoyer le Parti des faibles, des hésitants et des froussards, afin d'insuffler à tout le mouvement plus d'enthousiasme, plus d'internationalisme et plus de promptitude au sacrifice pour un grand but. Hâtez la révolution en Angleterre, en France, en Amérique au cas où ces pays se décideraient à bloquer le prolétariat de la république soviétique italienne. La question du remplacement des réformistes ou des centristes expérimentés par des novices n'est point une question particulière concernant un seul des pays quelconques. C'est une question générale, relative à toute la révolution prolétarienne et c'est comme telle qu'elle a été posée et décidée complètement et précisément par les résolutions du 2^e Congrès de l'Internationale Communiste : « Tâches fondamentales de l'Internationale Communiste ». Nous lisons au paragraphe 8 : « *La préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement la démonstration du caractère bourgeois de tout le réformisme, mais aussi le remplacement des anciens chefs par des communistes dans toutes les organisations prolétariennes et non seulement politiques, mais aussi, syndicats, coopératives, culturelles, etc... Il est indispensable, et cela cent fois plus à présent que jamais, de chasser ces représentants des travailleurs aristocratiques ou bourgeois de tous les postes et les y remplacer par les plus expérimentés des ouvriers, pourvu qu'ils sortent de la masse des exploités et qu'ils jouissent de la confiance de cette masse dans la lutte avec les exploités. La dictature du prolétariat exige la nomination aux postes les plus responsables de*

l'Etat de tels ouvriers n'ayant pas d'expérience, car autrement le pouvoir serait sans force et ne jouirait pas de l'appui de la masse. »

C'est en vain que Serrati vient nous dire que dans le Parti italien tout le monde est d'accord pour accepter les décisions de l'Internationale Communiste. En fait nous voyons le contraire. Dans sa lettre citée plus haut à l'*Humanité*, Serrati écrit entre autres : « Pour ce qui est des derniers événements, il faut savoir que les chefs de la Confédération Générale du Travail nous ont offert de laisser la direction du mouvement à ceux qui voulaient l'élargir jusqu'aux proportions d'une révolution. Nos camarades de la Confédération Générale du Travail ont déclaré qu'ils sont d'accord pour rester des soldats disciplinés si les extrémistes prennent entre leurs mains la direction du soulèvement ; mais les extrémistes n'ont pas pris la direction du mouvement »...

Ce serait de la naïveté de la part de Serrati de prendre une telle déclaration des réformistes de la Confédération Générale du Travail pour de la monnaie de bon aloi. En fait c'est là une des plus insignes formes du sabotage de la révolution, à savoir la menace de la démission au moment décisif du combat. Ce n'est point là de la loyauté. Il s'agit bien d'autre chose, à savoir qu'il n'est point possible de vaincre pendant la révolution si les chefs rencontrent de l'hésitation, de la tergiversation, de la désertion parmi les leurs, parmi ceux qui se trouvent au sommet, parmi les chefs, à chaque moment difficile de la révolution. Peut-être le camarade Serrati apprendra-t-il avec profit que vers la fin d'octobre 1917, alors que la coalition des menchéviks russes et des S. R. avec la bourgeoisie s'écroula politiquement, les S. R. du Parti de Tchernov eux-mêmes écrivaient dans leurs journaux : « Les bolcheviks seront obligés de former le cabinet, qu'ils ne fassent donc point d'efforts inutiles pour démontrer par des théories vite édifiées l'impossibilité pour eux de prendre le pouvoir. La démocratie ne reconnaît point de telles théories. En même temps les partisans de la coalition doivent leur garantir le plus complet appui » (journal de leur Parti, *Dielo Naroda*, du 21 septembre 1917, cité dans ma brochure, « Les bolcheviks soutiendront-ils le pouvoir d'Etat », Petrograd 1917, p. 4).

Se fier à de pareilles déclarations de loyauté serait de la part des ouvriers révolutionnaires une faute aussi fatale que celle qui fut commise lorsqu'on se fia aux turalistes hongrois qui avaient promis d'aider Bela Kuhn, qui étaient entrés au Parti Communiste et qui, cependant, s'étaient montrés les saboteurs de la révolution, qu'ils avaient fini par perdre par leurs hésitations.

Je me résume.

1° Le Parti du prolétariat révolutionnaire d'Italie doit faire montre de la plus grande fermeté, de prudence, de sang-froid, afin de juger avec justice les conditions générales et du moment particulier actuel avant les combats imminents décisifs de la classe ouvrière italienne contre sa bourgeoisie pour la conquête des pouvoirs ;

2° Toute la propagande, toute l'agitation de ce Parti doit être inspirée de l'esprit le plus ferme de conduire ce combat jusqu'à sa fin victorieuse à tout prix, elle doit être conduite par une direction centrale avec l'héroïsme le plus dévoué et en détruisant impitoyablement toute hésitation, toute indécision dont est pénétré le groupe des turalistes ;

3° La propagande telle qu'elle est menée actuellement par l'édition de Milan de l'*Avanti* sous la direction de Serrati n'éduque pas le prolétariat en

vue du combat, mais porte au contraire la dislocation dans ses rangs. Le Comité Central du Parti doit guider en un pareil moment les ouvriers et les préparer à la révolution, combattre les opinions fausses. On peut et on doit faire cela tout en laissant aux tendances différentes la possibilité de s'exprimer. C'est Serrati qui conduit, mais il conduit dans une direction mauvaise :

4° L'exclusion du Parti de tous les participants au Congrès de Reggio d'Emilia n'affaiblira pas, mais au contraire renforcera le Parti, car de tels « chefs » sont capables de détruire la révolution « à la hongroise », tout en restant loyaux. Les gardes blancs et la bourgeoisie peuvent profiter des hésitations, des doutes et du manque de foi même des social-démocrates parfaitement « loyaux » ;

5° Si des gens comme Baratono, Zanarini, Bacci, Giacomini, Serrati hésitent et démissionnent, il ne faut pas les supplier de rester, mais accepter leur démission. Après la période décisive des combats ils reviendront et seront alors utiles au prolétariat ;

6° Camarades ouvriers italiens ! n'oubliez pas les leçons de l'histoire de toutes les révolutions, les leçons de la Russie, de la Hongrie dans les années 1917-1920. Les plus grands combats sont en vue pour le prolétariat italien, les plus grandes difficultés, les plus grands sacrifices. De l'issue de ces combats, de l'ensemble de la discipline, du dévouement des masses ouvrières dépendent la victoire sur la bourgeoisie, la transmission des pouvoirs au prolétariat et le renforcement de la république soviétique en Italie. La bourgeoisie de l'Italie et de tous les pays du monde fera tout le possible, commettant tous les crimes et toutes les férocités, pour empêcher le prolétariat de pren-

dre le pouvoir et de renverser celui de la bourgeoisie. L'hésitation, les tergiversations, l'indécision des réformistes et de tous ceux qui ont participé à la conférence de Reggio d'Emilia sont inévitables, car de telles gens, même avec la plus grande honnêteté, ont toujours perdu la cause de la révolution par leurs hésitations dans tous les pays et à toutes les époques. De telles gens ont perdu la révolution (pour eux ce sera la deuxième fois), ils l'ont perdue en Hongrie, ils l'auraient perdue en Russie s'ils n'avaient pas été écartés de tous les postes responsables, s'ils n'avaient pas été entourés du mur de la méfiance, de la vigilance et de la surveillance du prolétariat. Les masses travailleuses et exploitées de l'Italie iront avec le prolétariat révolutionnaire. La victoire leur appartiendra en définitive, car leur cause est celle des ouvriers du monde entier, car il n'y a point plusieurs saluts comme issue de la guerre impérialiste, des nouvelles guerres déjà préparées par les impérialistes, des horreurs de l'esclavage et de l'oppression capitalistes, non, il n'y a point d'autre salut que la république ouvrière soviétique.

N. LENINE.

4 novembre 1920.

Note de la rédaction. — L'article du camarade Lénine avait été écrit avant la réception des renseignements sur la conduite infâme de Daragona et des membres syndicalistes du Parti, menant leur politique contre le Comité Central de leur propre Parti et faisant échouer l'énorme mouvement de la classe ouvrière. Ces faits, sur lesquels nous reviendrons dans nos prochains numéros, confirment la justesse des vues du camarade Lénine.

Le Mouvement Socialiste en Roumanie

Dans cet abrégé d'histoire du mouvement socialiste en Roumanie, embrassant les dernières années de son développement, je passerai sous silence les faits généralement connus, tels que l'état arriéré de l'industrie et de la culture dans ce pays, la faiblesse numérique du prolétariat industriel dans les villes (150 à 160.000 habitants sur six millions et demi de population rurale) et, enfin, la triste situation des paysans roumains opprimés, humiliés et traînant, depuis des siècles, une existence d'esclaves.

On sait que la Roumanie est un pays où les tendances les plus sauvages de la féodalité orientale avaient permis au capitalisme de prendre son essor, et tout particulièrement pendant les quarante dernières années. Pendant cette période, la bourgeoisie roumaine, représentée par le Parti Libéral au pouvoir, a réussi à passer successivement par toutes les phases de l'évolution capitaliste et, après de longues années d'épanouissement qui la conduisirent, enfin, à la décadence et à la ruine, elle a terminé sa carrière par une débâcle complète, amenée par la guerre. Plus énergiquement, peut-être, que dans tout autre Etat, la bourgeoisie roumaine a cherché à utiliser toutes les richesses et toutes les forces du pays pour son propre enrichissement ; en quelques dizaines d'années, elle a réduit la Roumanie à une ruine presque complète, après avoir exploité et oppri-

mé sans mesure les paysans et la classe ouvrière. Maintes fois les paysans, exaspérés et désespérés, se soulevèrent en masse contre leurs oppresseurs, les grands propriétaires fonciers et les fermiers ; la dernière de ces révoltes, éclatée en 1907 et qui était un écho indubitable de la première révolution russe, fut noyée dans une mer de sang par le gouvernement libéral qui fit fusiller alors près de dix mille paysans. Après cette sanglante répression, le gouvernement libéral promit aux paysans des réformes très larges, notamment une généreuse distribution des terres qu'il se proposait de prendre aux grands propriétaires fonciers, et le suffrage universel. Toutefois, quand une Assemblée Constituante fut convoquée en Roumanie, trois ans avant la guerre, pas un représentant de la nation, paysan ou ouvrier, ne figura aux séances de cette Constituante. Le gouvernement traînant aussi en longueur la réalisation des réformes annoncées, n'accorda que le minimum des lois promises et persista dans cette ligne de conduite jusqu'à la guerre mondiale. On créa, à cette époque, pour combattre les révoltes de paysans, un corps spécial et très nombreux de gendarmes ruraux, qui devinrent bientôt dans les villages, les maîtres absolus et séparèrent, comme d'une grande muraille infranchissable, les villes et les campagnes. La création de plusieurs banques foncières, dont la bourgeoisie rurale s'em-

para aussitôt, fut une seconde arme très puissante, qui permit à la bourgeoisie libérale de maintenir et même de renforcer l'autorité qu'elle exerçait sur les paysans manquant de terre ou ne possédant que des terrains sans importance. On sait qu'un vaste mouvement ouvrier avait commencé en Roumanie, en 1905, sous l'influence directe de la révolution russe ; il faut constater ici, que, malgré la nature quelque peu artificielle du capitalisme roumain, il se développa en Roumanie, ainsi que la grande industrie de ce pays, avec beaucoup plus de rapidité que dans tout autre Etat balkanique, et, par exemple, qu'en Bulgarie. Le mouvement ouvrier roumain avait, au commencement, un caractère purement économique, mais plus tard, en 1907, quand le gouvernement eut recours à l'expulsion en masse des ouvriers juifs, hongrois et roumains, originaires de Transylvanie, et chassa du pays le tribun ouvrier — le camarade Rakovsky, — ce mouvement commença à revêtir un caractère politique. En automne 1909, l'arrestation du camarade Rakovsky à la frontière roumaine, coïncidant avec le meeting de protestation contre l'exécution de Ferrer, détermina la première collision sérieuse entre les masses ouvrières et la police ; celle-ci assomma à Bucarest plusieurs dizaines de travailleurs, opéra, peu après, de nombreuses arrestations, et enfin, un peu plus tard, suscita le premier procès des ouvriers socialistes. En 1911, après la chute du gouvernement libéral et le vote par le Parlement d'une loi qui était aux employés et ouvriers de l'Etat le droit de grève et de coalition, un Parti Ouvrier Social-Démocrate se constitua ; ce Parti groupa tous les cercles ouvriers socialistes et se rattacha étroitement aux syndicats dont le programme avait pour base le principe de la lutte des classes. Le Congrès de ce Parti, qui eut lieu la même année, adopta et vota un programme copié sur celui d'Erfurt ; ce Congrès accorda une attention toute particulière au projet de programme agraire rédigé par M. Boujor, sous la haute direction de Constantin Dobrojanou ; dans cette partie de son programme, le Parti réclamait l'expropriation partielle (sans rachat) des grandes propriétés foncières et leur remise, en jouissance à long terme, aux communes rurales ; il demandait aussi la répartition des pâturages parmi les paysans et l'émancipation complète de la classe rurale des redevances et des corvées féodales.

Un émigré russe, Constantin Dobrojanou, qui était le théoricien du Parti, a fait, dans son livre *Un Nouveau Servage*, une analyse brillante de la situation des paysans en Roumanie et y a soumis les réformes agraires du Parti Libéral à une critique sans réplique ; ce livre a déchaîné une tempête au camp de la bourgeoisie roumaine et a servi de prétexte à une série d'attaques acharnées lancées par les intellectuels libéraux contre son auteur.

Avant la guerre, le Parti Social-Démocrate roumain observait strictement, dans sa tactique, le principe de la légalité, imitant ainsi la ligne de conduite de la démocratie socialiste allemande. Le Parti réclamait, en ce qui concernait son programme politique, que la législation électorale fût révisée, et faisait dans ce but au cours des élections, une propagande active en faveur de ses candidats ; il dirigeait, en outre, l'action économique des organisations professionnelles. Cette action employait comme armes principales la presse du parti, les meetings populaires et les manifestations pacifiques dans les rues. Le Parti Socialiste roumain refusait catégoriquement tout accord ou compromis avec les Partis politiques

bourgeois. La propagande que faisait le Parti visait exclusivement le prolétariat urbain, les petits artisans et les employés. Le Parti ne faisait pas de propagande ni dans l'armée, ni dans les campagnes. Ses membres appartenaient tous à la classe ouvrière (sauf les artisans et les employés de commerce). Les intellectuels y étaient peu nombreux, mais ceux d'entre eux qui dès le commencement s'étaient rangés sous le drapeau du Parti, lui sont restés fidèles jusqu'à ce jour.

La guerre mondiale surprit le Parti au milieu d'une crise intérieure, marquée par d'âpres querelles sur les questions de programme. Cependant, les événements qui menaçaient l'existence même du Socialisme universel, la nouvelle foudroyante de l'assassinat de Jaurès, celle de l'approbation donnée à la guerre par le Parti Social-Démocrate allemand, ainsi que les tendances chauvines si inopinément manifestées par les socialistes français, tous ces faits réduisirent vite au silence toutes les tendances au sein du Parti et réconcilièrent provisoirement les « autonomistes » avec les « centralistes ». Une conférence extraordinaire convoquée en toute hâte, vota une résolution qui protestait contre la guerre, déclarait la guerre à la guerre et proclamait la nécessité d'une lutte active pour la neutralité de la Roumanie ; en outre, cette résolution faisait ressortir que la guerre mondiale devrait amener inévitablement une révolution sociale. A partir de ce moment, c'est-à-dire depuis le mois d'août 1914 jusqu'au 15 août 1916, date à laquelle la Roumanie intervint dans la guerre européenne, toutes les forces et toute l'activité du Parti roumain se trouvèrent concentrées sur la guerre à la guerre et sur la lutte économique contre la vie chère.

Au point de vue numérique, le Parti ne représentait pas une force importante : il ne comptait que 1.000 membres environ et 10.000 travailleurs, tout au plus, faisaient partie des syndicats. Mais ayant mobilisé, pendant les deux premières années de la guerre mondiale, toutes ses forces pour développer une propagande des plus énergiques, et en faisant propager dans tout le pays son journal *Lupta* (*La Lutte*) et toute une série d'appels et de brochures populaires, organisant en même temps, de nombreux meetings, le Parti réussit à gagner les sympathies des masses prolétariennes. Les meetings de protestation contre la guerre organisés par les militants socialistes attiraient habituellement des milliers de personnes, particulièrement des ouvriers ; 10.000 hommes environ prenaient part aux manifestations du 1^{er} mai en 1915 et 1916 ; tandis, qu'un millier d'assistants, tout au plus, se rendaient ordinairement aux réunions organisées par les Partis bourgeois gouvernants et cela malgré la coopération très énergique que la police accordait aux organisateurs de ces réunions. En octobre 1914, le Parti commença la publication d'un organe quotidien *Lupta*, tandis que *l'Union de la Jeunesse* faisait paraître une revue mensuelle intitulée *Victorial Social*.

En février 1915, le Parti Ouvrier Socialiste bulgare organisa à Sofia une grande réunion de protestation contre la guerre. Le Parti roumain y envoya des délégués. Un discours y fut prononcé, entre autres, par le camarade Lapichevitch, représentant du Parti Socialiste serbe.

C'est à ce moment que fut conçu, à Sofia, le projet de grouper les Partis Socialistes de tous les Etats balkaniques dans leur lutte contre la guerre et que la décision fut prise, de n'avoir plus rien de commun avec les social-patriotes et de rom-

pre définitivement avec les « socialistes » bulgares, dits « socialistes larges ».

Au mois de mai de la même année, les Socialistes roumains et leurs camarades de Parti, les Socialistes bulgares, dits « tiesniakis », tinrent une réunion commune à Bucarest, et au mois de juillet, une autre conférence commune fut organisée dans la même ville par les Socialistes bulgares ; outre les camarades roumains, des représentants du Parti des « tiesniakis » bulgares et des représentants du Parti Socialiste grec y assistèrent. Les conditions spéciales du temps de guerre empêchèrent les représentants du Parti serbe de s'y rendre. On sait que cette conférence élaborait un projet de Fédération de tous les Etats balkaniques en une seule république démocratique. Elle vota aussi une résolution blâmant la politique de compromis de la 2^e Internationale. A l'automne 1915, le Parti Socialiste roumain fut représenté à la conférence de Zimmerwald par le camarade Rakovsky et adhéra officiellement à la commission de Zimmerwald.

La propagande politique du Parti roumain, qui organisa, à maintes reprises, des grèves politiques de 24 heures, se poursuivit jusqu'au 15 août 1916, c'est-à-dire jusqu'à l'entrée de la Roumanie dans la guerre mondiale. Pendant toute cette période, le gouvernement libéral ne cessa de jouer un rôle très équivoque ; d'un côté, il faisait pour la guerre des préparatifs secrets et s'humiliait devant le tsar Nicolas II, qui finançait généreusement la propagande pro-alliée ; et de l'autre côté, jusqu'à l'été de 1916, il continuait officiellement ses relations avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, accordant, en même temps, une liberté relative à la propagande socialiste contre la guerre et pour la neutralité de la Roumanie. Mais tout le monde voyait clair dans ce jeu. La population, soumise à l'influence de la presse gouvernementale, le disait sans façon : « Nous marcherons avec celui qui sera le plus fort ».

En juin 1916, un revirement très net se produisit dans l'attitude du gouvernement à l'égard de la propagande socialiste. Quand les ouvriers du port de Galatz eurent déclaré une grève de 24 heures, non seulement en formulant des revendications économiques, mais en protestant aussi contre la guerre, le préfet de Galatz, Gussy, agent bien connu du gouvernement du tsar, leur fit connaître, en termes catégoriques, qu'il s'opposerait à toute manifestation. Et quand les ouvriers, accompagnés de leurs femmes et enfants, eurent formé, malgré tout un cortège pacifique, dans les rues de Galatz, Gussy fit mander des troupes pour tirer sur la foule ; dix travailleurs furent tués et plus de cent blessés. Le 15 août 1916, le gouvernement roumain déclarait la guerre à l'Autriche-Hongrie. Le Parti Socialiste organisait aussitôt un meeting de protestation contre la guerre et ce meeting fut le dernier. Il ferma la série des réunions publiques libres. A midi, le cirque, où il devait se tenir, fut subitement entouré de troupes, et la foule qui s'y rendait dispersée par la cavalerie. C'est ainsi que prit fin cette période de lutte du Parti roumain contre la guerre.

Quinze jours après la déclaration de guerre, le gouvernement ordonna la suspension de *Lupta*, l'organe du Parti. En même temps, Christian Rakovsky, membre du comité central, était arrêté et interné, comme un dangereux criminel politique. Presque tous les membres du Parti furent mobilisés. Il n'en resta que deux au Comité Central : l'auteur de cet article et le camarade Kripesku. Cependant, à la suite d'une protestation contre l'arrestation du camarade Rakovsky, adressée sous forme de lettre, à l'ex-socialiste Morzun,

ministre de l'Intérieur, et au Président du Conseil, Bratiano, nous fûmes aussi arrêtés. Quelque temps après, plusieurs de nos camarades étaient remis en liberté, mais cinq secrétaires de divers syndicats restèrent emprisonnés. La police mit les scellés sur les locaux des cercles socialistes et toutes les réunions furent sévèrement interdites, y compris celles de trois personnes ! De ce fait, toute activité légale nous devint impossible. C'est alors que plusieurs de nos camarades soulevèrent la question de l'opportunité d'une activité clandestine et de l'emploi de méthodes de lutte plus révolutionnaires : ces camarades estimaient qu'une attitude inerte et indifférente serait criminelle et absurde par un temps où le sang de nos frères, paysans et ouvriers roumains, coulait pour les intérêts impérialistes de la bourgeoisie. Mais le changement de tactique du Parti, qui devait rendre son activité clandestine, ne pouvait se faire tout d'un coup. Aussi, cette proposition fut-elle accueillie avec indignation dans le Parti. « Le Parti Social-Démocrate ne peut agir qu'ouvertement », — soutenaient obstinément certains camarades.

Pendant les trois premiers mois de la guerre, le mouvement socialiste en Roumanie ne donna donc pas signe de vie. Les troupes austro-allemandes et bulgares ruinèrent la majeure partie du pays. Le gouvernement et la plupart des notabilités bourgeoises s'enfuirent de Constanza, que les Bulgares occupèrent, et, après s'être rendus sur les bords du Danube, allèrent s'installer en Moldavie et en Russie. Des convois interminables et de longues files de fuyards et de réfugiés encombraient les chemins de fer et les grandes routes. Le 6 décembre 1916, les troupes allemandes, commandées par le feld-maréchal Mackensen, firent leur entrée à Bucarest. Les trois *quartiers* de la Roumanie se trouvaient déjà occupés par les troupes allemandes. Le camarade Rakovsky et les autres camarades internés avec lui furent transportés, eux aussi, en Moldavie, et leur sort nous inspira de vives inquiétudes car nous savions la haine que nourrissaient à leur égard le gouvernement et les officiers supérieurs. Quelques-uns de nos amis, membres du Parti, restèrent à Bucarest ; ils pensaient que l'occupation allemande améliorerait la situation du Parti et rendrait possible un certain légal. Mais ces illusions ne furent que de courte durée. Il est vrai que nos camarades ouvriers qui avaient été arrêtés, furent remis en liberté, que notre cercle fut réouvert et que pendant les trois premiers mois de l'occupation nous réussîmes même à organiser, presque sans empêchement de la part de la police allemande, plusieurs petites réunions ; mais il nous fut impossible d'obtenir des autorités allemandes l'autorisation de publier un journal, d'ouvrir une école du Parti ou même une école ordinaire, voire celle d'organiser une réunion légale. La situation des ouvriers et de la population pauvre, en général, à Bucarest et dans les autres villes, était désespérée ; la disette commençait et les familles des soldats envoyés sur le front demeuraient sans moyens d'existence. Le Parti Social-Démocrate adressa aux autorités allemandes une déclaration officielle, leur signalant la situation désespérée de la population, mais ce document ne produisit naturellement aucun effet. En Moldavie « libre », la situation était encore pire, la mortalité y prenait des proportions terrifiantes et nos militants avaient à connaître dans ce pays toutes les sévérités d'un implacable régime de terreur blanche. Toutes les communications avec la Moldavie étaient interrompues ; tout le pays, toute la population, — et notre Parti de même — se trouvaient divisés en deux parties, selon les territoires (occupés ou non) ; et cet état de choses dura pendant deux ans.

Et voici que tout à coup, au bout d'un hiver rigoureux, quand notre désespoir se trouvait à son comble, quand notre cause nous semblait ruinée pour longtemps, voici qu'un soleil éclatant parut devant nos yeux. Je me rappelle parfaitement la belle matinée d'hiver, quand je lus, à la première page du *Vorwaerts*, l'annonce de la Révolution en Russie. Et les jours suivants nous lûmes avec une avidité insatiable les informations brèves et poignantes concernant les événements de Petrograd. Les ouvriers discutaient indéfiniment des destinées futures de la Révolution.

Notre cercle peu nombreux se ranima. A la mi-mars la première manifestation des masses affamées eut lieu ; 2.000 femmes demandèrent aux autorités allemandes « du pain et la paix ». La manifestation se passa sans incident. Le Parti avait mis en circulation une feuille lithographiée qui expliquait l'importance mondiale de la révolution russe et réclamait la paix immédiate. Ces faits firent peur à la police allemande qui opéra des perquisitions dans les locaux de notre cercle et à nos domiciles privés, arrêtant cinq membres du Parti (dont l'auteur de ces lignes). D'ailleurs, quelque temps après, la liberté nous fut rendue, mais l'ordre fut donné, en même temps, de nous placer tous sous la surveillance très stricte de la police. Les autorités interdirent toutes les réunions publiques. Cette fois encore cependant, notre cercle demanda aux autorités allemandes l'autorisation de célébrer la fête du 1^{er} mai, autorisation accordée puis retirée sans motifs. Pour autant que je m'en souviens, la fête du 1^{er} mai, en 1917, fut très agitée à Berlin, en Allemagne et tout particulièrement en Hongrie. A Jassy, ce jour-là, l'armée révolutionnaire russe avait remis en liberté le camarade Rakovsky qui s'était aussitôt rendu en Russie, accompagné de plusieurs de nos camarades roumains. En même temps, nous établîmes des relations avec les camarades bulgares et, grâce au concours de nos camarades soldats allemands et autrichiens, nous pûmes communiquer aussi avec les partis allemands et hongrois. Les informations relatives à la conférence projetée à Stockholm firent naître de grandes espérances non seulement au sein du Parti, mais aussi dans toute la classe ouvrière roumaine ; elles devaient, malheureusement, s'évanouir très promptement et la seule conséquence importante qui nous resta du projet de conférence de Stockholm, se réduisit en fait à notre entrée en relations étroites avec les camarades russes. Les démarches faites pour obtenir des autorités allemandes un permis de départ se poursuivirent pendant trois mois ; le Parti m'avait désigné pour le représenter mais la police roumaine informa probablement les Allemands que j'étais en contact étroit avec le mouvement révolutionnaire russe et le gouvernement de l'Empire, représenté à Bucarest par le comte Mirbach, refusa catégoriquement de me délivrer le passeport nécessaire. En fin de compte, les camarades Frimu et Constantinescu reçurent, à la suite d'une intervention du Parti Social-Démocrate allemand, l'autorisation de se rendre à Stockholm. Après la troisième conférence zimmerwaldienne, tenue à Stockholm, et la publication de son manifeste, ainsi que sous l'influence des nouvelles qui nous étaient parvenues du groupe communiste roumain d'Odessa, notre groupe de Bucarest, qui représentait le comité central du Parti, souleva de nouveau la question d'un changement de tactique et de la possibilité d'une action révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes. Malheureusement, la désorganisation complète du Parti, due à la guerre et à l'occupation militaire, ne nous permettait pas de faire un travail de

propagande et d'organisation systématique, comparable à celui de nos camarades bulgares... D'autre part, notre travail était considérablement gêné par notre vieille habitude de l'activité publique légale... Notre propagande était généralement faite par des militants isolés et par des petits groupes, qui avaient commencé par propager des feuilles clandestines, se passant souvent de tout contrôle du comité central du Parti. Nombre de ces feuilles étaient même rédigées en des termes et dans un esprit tout autres que ceux du communisme... Nous fûmes informés à ce moment qu'en Moldavie, malgré la terreur blanche, nos militants ne renonçaient pas au point de vue de la majorité du parti social-démocrate allemand et qu'au lieu d'appuyer la révolution russe par l'intermédiaire des groupes de Bessarabie, ils restaient les témoins passifs des grands événements qui se déroulaient sous leurs yeux... Mais la révolution russe d'octobre produisit sur les masses ouvrières en Roumanie une impression des plus fortes. Notre groupe de Bucarest fit paraître un manifeste illégal, appelant les masses à l'action révolutionnaire...

A la suite de la publication de cette feuille, dont le secret avait été trahi, et en raison de l'activité d'un agent provocateur, qui s'était faufilé dans le Parti, trois d'entre nous furent arrêtés : G. Mascu, Valerius Marcu et Aurelius Niculescu ; la police intensifia la surveillance qu'elle exerçait sur nous et commença une série ininterrompue de perquisitions chez presque tous les membres du comité central.

Ayant hautement protesté contre l'arrestation de nos amis, menacés d'un verdict de mort, nous réussîmes à atténuer de beaucoup la peine qui les attendait : la cour martiale condamna deux d'entre eux à 4 mois de prison et Valerius Marcu à l'internement dans un camp de concentration en Allemagne.

Après la paix de Brest-Litovsk, celle de Bucarest fut signée. On sait que ce traité de paix était extrêmement dur pour la Roumanie et la plaçait dans une dépendance politique et économique absolue des puissances centrales.

La journée du 1^{er} mai 1918 coïncida pour la Roumanie avec l'ouverture des négociations de paix. Ce jour-là notre cercle convoqua ses membres pour une réunion secrète, désignant à cet effet un jardin privé des environs de la ville ; les représentants du comité de Bucarest, du cercle, des comités des syndicats et ceux de « l'Union de la Jeunesse », ainsi que des camarades de villes voisines et d'autres qui venaient de rentrer de Moldavie prirent part à cette délibération.

La conférence écouta la lecture d'un rapport traitant des questions d'actualité et dépeignant la situation politique dans la république russe et en Europe. Elle décida ensuite à l'unanimité d'élaborer un nouveau programme et de le présenter, dès que la chose serait possible, à l'approbation du Congrès du Parti ; en attendant, la résolution fut prise de renforcer la propagande, de l'étendre aux campagnes et de ne pas participer aux élections parlementaires qui devaient avoir lieu un mois plus tard.

Cette réunion clandestine devait rester secrète ; mais cette fois aussi, nos camarades ne s'étaient pas montrés assez habiles et la police allemande eut bientôt entre les mains le procès-verbal de notre conférence. Quinze jours après 13 militants qui y avaient pris la parole, furent arrêtés par les autorités allemandes, aidées de la police roumaine. Parmi eux se trouvèrent tous les membres de notre Comité central, sauf Frimu qui, par hasard,

n'avait pas assisté à la conférence. On nous mit tous en demeure de choisir entre l'internement en Allemagne dans un camp de concentration, et la procédure de la justice roumaine qui voulait nous poursuivre sous l'inculpation de « complot contre la sûreté de l'Etat » ; on nous prévint d'ailleurs, que notre procès serait fait par un tribunal civil, assisté de jurés.

Nous préférâmes la justice roumaine.

L'enquête prit deux mois ; nous n'étions pas trop mal logés à la prison de Vacaresti, bien que personne, de nos parents même, ne put nous visiter ; les habitants de la ville nous considéraient comme « des victimes des Allemands ». Dans les milieux ouvriers notre arrestation avait provoqué une grande effervescence, et des manifestations se succédaient sans cesse autour de la prison ; à l'époque où nous fûmes incarcérés le Parlement siégeait à Jassy, mais, sauf un député, dont nous ignorons malheureusement le nom, pas un représentant des soi-disant partis de la gauche — du Parti dit du peuple et du Parti dit du travail — n'eut le courage d'interpeller le gouvernement sur notre affaire. Ce ne fut que deux mois après notre arrestation, que, grâce aux efforts de nos camarades bulgares, les députés indépendants, Haase et Ledebour, saisirent le Reichstag allemand d'une interpellation au sujet de notre arrestation ; huit jours après la liberté nous était rendue.

A ce moment des troubles commençaient à agiter les armées allemande et autrichienne et, tout particulièrement l'armée bulgare. On prévoyait des événements graves. En septembre nous apprîmes de bonne source que des événements révolutionnaires se produiraient en Bulgarie au début de novembre. Le langage des journaux socialistes faisait aussi comprendre que l'Allemagne et l'Autriche étaient à la veille d'une révolution. Nous réussîmes à établir enfin des relations avec la Moldavie et ce n'est qu'alors que nous apprîmes toutes les horreurs de la terreur blanche dans ce pays et l'annexion forcée de la Bessarabie qui s'était faite grâce à la trahison de la bourgeoisie ; nous apprîmes aussi l'ignoble assassinat par un officier roumain, à Jassy, de notre camarade Max Woekeller, les nombreuses arrestations opérées en Moldavie et l'activité intense des tribunaux de guerre dans ce pays ; nous apprîmes enfin l'attitude passive des masses ouvrières en Moldavie et de l'armée roumaine devant les événements de la révolution russe...

La désorganisation économique, qui avait atteint son point culminant, la cherté de la vie, la spéculation toujours croissante provoquèrent enfin dans les masses ouvrières roumaines une explosion d'indignation. En octobre 1918, les cheminots moldaves se mirent en grève ; la grève gagna Bucarest, en déterminant des grèves dans d'autres branches de l'industrie roumaine. Les autorités allemandes, qui administraient toujours la Roumanie, n'empêchaient plus maintenant les réunions au cercle socialiste, et ces réunions devenaient de plus en plus nombreuses. On y discutait surtout la révolution russe. Nous élaborâmes, au nom du Parti, une déclaration faisant ressortir la nécessité d'un changement de la tactique et mettant en relief que nous devons nous préparer à la dictature du prolétariat. Nous nous propositions de convoquer tout prochainement, dans ce but, un Congrès du Parti. En novembre, la révolution éclata en Bulgarie, en Autriche et en Allemagne et les autorités allemandes, conjointement avec l'armée allemande, évacuèrent la Roumanie sans perdre un instant. Le roi Ferdinand déclara en Moldavie la mobilisation et l'état de guerre. Après le départ des troupes allemandes, que le roi Fer-

dinand avait suivies, la capitale roumaine resta pendant quinze jours sans gouvernement et si, à cette époque, le prolétariat roumain avait été suffisamment conscient et les ouvriers bien organisés, ils auraient pu s'emparer, sans peine, du pouvoir et instituer la dictature du prolétariat. Mais n'ayant point d'assurance en leurs propres forces et d'ailleurs complètement désorganisés, les ouvriers, ici encore, laissèrent tout comme en Moldavie, échapper le moment propice.

Le Parti se borna, dans ces circonstances, à la publication d'un appel révolutionnaire aux citoyens et ouvriers où il protestait contre la mobilisation. Il fit paraître le premier numéro du journal *Le Socialisme*. Dès l'arrivée des troupes royales, les journaux furent soumis à la censure dans toute la Roumanie ; mais notre appel était déjà imprimé et répandu et la censure se vit dans la nécessité d'en tolérer la propagation ultérieure.

Dès que les Allemands eurent évacué le pays, le mouvement ouvrier économique y éclata avec une force extraordinaire. Ce fut un mouvement de masses, mais désorganisé, et le Parti socialiste fut impuissant à le maîtriser. Des grèves isolées se produisaient inopinément et s'apaisaient de même. La plupart de ces grèves avaient un caractère pacifique ; elles n'entraient pas en lutte ouverte contre le gouvernement. A Jassy c'était un cercle de social-démocrates orthodoxes, dits « minimalistes », qui dirigeait le mouvement dans cet esprit, alors que trois courants divers existaient à Bucarest : le premier, très faible, était représenté par les « minimalistes », le deuxième — par un groupe du centre, formé de maximalistes organisés et de centralistes, et, enfin, le troisième, empreint de tendances anarchistes, comprenait des ouvriers peu conscients et une partie de la jeunesse de la ville. Se voyant en présence d'un mouvement ouvrier toujours croissant, le gouvernement roumain se mit à jouer un double jeu : d'un côté, il déclara par la voie de la presse et dans les discours de ses représentants officiels, qu'il était prêt à accorder des réformes et des concessions et qu'il désirait se concilier le Parti socialiste ; il décréta même, à cet effet, l'expropriation partielle des grandes propriétés foncières, une répartition des lots de terre parmi les paysans et quelques autres lois de cette nature. Mais il maintenait d'autre part le pays en état de siège, il faisait subir aux journaux une censure intraitable, il se servait, comme par le passé, de ses méthodes favorites de subornation et de provocation des ouvriers. Notre Parti, qui publiait à cette époque quatre journaux — à Bucarest, à Ploesti, à Braïla et à Jassy, — cherchait à faire connaître aux masses ouvrières les événements en Russie, la marche de la révolution dans ce pays et le programme communiste. Et il poursuivait en même temps, au cours de meetings et de réunions une propagande active des idées qui inspirent le pouvoir des soviets et la dictature du prolétariat. Cette propagande avait, d'ailleurs, un caractère purement théorique.

Le 13 décembre 1918, les ouvriers de toutes les imprimeries de Bucarest se mirent en grève, demandant une augmentation de salaires. Les rédactions des journaux s'adressèrent au Parti Socialiste, lui promettant de satisfaire les ouvriers, si le Parti, de son côté, les aidait à obtenir la suppression de la censure. La veille, l'organe du gouvernement, le *Victorial*, avait publié un article menaçant à l'égard des socialistes-bolchéviks, qu'il accusait de haute trahison.

Le jour de la grève des imprimeurs, le Comité Central du Parti, n'ayant pas eu le temps de se

réunir et les camarades faisant partie du Comité Central des Syndicats étant également absents, un petit groupe de militants, prit seul la résolution d'appuyer les ouvriers typographes par une manifestation publique et par la grève générale. Ces camarades n'eurent même pas le temps de porter cette décision à la connaissance de toutes les organisations ouvrières : à trois heures de l'après-midi, un petit groupe de manifestants occasionnels et d'imprimeurs, qui s'y étaient ralliés, se trouva cerné par les troupes ; les ouvriers métallurgistes arrivant à ce moment sur les lieux se joignirent à la manifestation aux cris de : « A bas l'armée ! » Sur l'ordre du général Stefanescu, préfet de Bucarest, les soldats ouvrirent le feu, tuant une vingtaine d'hommes et en blessant plus de cent.. D'autres groupes d'ouvriers, qui venaient d'arriver, à leur tour, sur les lieux de la collision, prirent la fuite. Un détachement de gendarmes enleva ensuite d'assaut le local du cercle socialiste et le pilla complètement. Les gendarmes rouèrent de coups les camarades qui s'y trouvaient ; des ouvrières furent traînées par les cheveux dans la rue. Les ouvriers arrêtés furent conduits au bureau de police : chemin faisant, ils subirent les outrages de la foule bourgeoise qui se pressait autour d'eux.

Avant la tombée de la nuit, deux cents arrestations environ furent opérées. De nombreux camarades furent pris à leurs domiciles, ignorant complètement les événements qui venaient de se dérouler. Cette fois, le gouvernement libéral jeta le masque et se déclara ouvertement notre ennemi. Nous passâmes huit jours dans le célèbre cachot souterrain de la préfecture de Bucarest où nous étions enfermés, par groupe de 60 hommes dans des salles extrêmement exigües. On nous y traita ignoblement. Le deuxième jour de notre incarcération, les camarades Frimu, Critescu, Moscovitch et Pal furent « passés à tabac », au cours de la nuit, d'une façon barbare. Le même sort menaçait aussi l'auteur de ces lignes ; nos tortionnaires ne me laissèrent en paix qu'après ma déclaration catégorique que je me donnerais la mort, s'ils mettaient leurs menaces à exécution. Le camarade Frimu succomba plus tard, aux coups qu'il avait reçus, — bien que la version officielle de sa mort le déclarât emporté par la fièvre typhoïde. Le président du Conseil Bratiano et le ministre de l'Intérieur Mirsecu étaient au courant de toutes ces choses.

Nous fûmes donc tous traduits devant le Conseil de guerre. Mais le premier interrogatoire que nous fit subir le commissaire militaire, mit déjà en relief que rien ne prouvait nos soi-disant préparatifs à l'insurrection. Toute l'affaire se réduisit à l'organisation d'une grève économique, pacifique. Le gouvernement tenait pourtant à décimer le Parti Socialiste, et il se mit à recueillir, avec l'aide de ses agents, de nouvelles armes contre nous. De nouvelles arrestations furent opérées. L'auteur de ces lignes, peu avant d'être remis en liberté, fut invité à quitter définitivement le pays, mais le passeport qu'on lui avait accordé lui fut retiré au bout de peu de temps. Des procès interminables se succédèrent. Notre affaire permit une excellente propagande politique non seulement en Roumanie, mais aussi en Transylvanie et en Bukovine. Trois mois et demi après ces événements, sous l'influence du revirement complet qui s'était produit dans l'opinion publique en faveur des socialistes, ainsi que sous l'impression de l'agitation toujours croissante des masses ouvrières, le gouvernement se vit dans la nécessité de rendre la liberté à tous ceux qu'il détenait, exception faite de quatre camarades, reconnus coupables d'avoir entretenu des relations

personnelles avec les bolcheviks russes et hongrois.

Ainsi prit fin, honteusement, la tentative du gouvernement roumain d'étrangler le Parti Socialiste.

En avril 1918, après la libération de tous nos camarades, une conférence du Parti se réunit enfin ; des délégués des Partis Socialistes de Transylvanie et de Bukovine y assistaient. Les groupes de Bessarabie n'y envoyèrent qu'une déclaration, portant qu'ils travaillaient en parfaite union avec les partis russes. La conférence élaborait le texte définitif de la déclaration du Parti, constatant que le but immédiat que vise le mouvement est la dictature du prolétariat.

Il appert des comptes rendus, dont la lecture fut donnée au cours de la conférence, que l'on compte maintenant 35.000 ouvriers socialistes, organisés en syndicats, et 2.500 membres du Parti Socialiste. En Transylvanie, le Parti Social-Démocrate comprend 75.000 camarades, pour la plupart syndiqués, et le Parti Socialiste est, en Bukovine, fort de 15.000 membres.

La conférence a émis le vœu d'adhérer à la 3^e Internationale, tout en renvoyant, cependant, la solution définitive de cette question jusqu'à la convocation du Congrès du Parti. Un autre vœu, émis au nom du Parti roumain, invite le Parti de Transylvanie à prier les camarades Flueraș et Jumană, ses représentants au gouvernement provisoire de Transylvanie, de donner leur démission. La participation aux élections à l'Assemblée Constituante a également été votée à la majorité des voix ; le Parti devant se faire de la campagne électorale une arme de propagande active parmi les masses et devant présenter ses propres candidats.

Le nouveau programme du Parti a été ensuite adopté. En ce qui concerne la question agraire, il exige la socialisation des terres et, quant à l'industrie, — une nationalisation partielle des fabriques et usines.

Depuis la Conférence, le gouvernement a recommencé sa politique de représailles contre le Parti socialiste. De nombreux militants ont dû passer à l'étranger. Mais, en dépit de ces persécutions, le mouvement ouvrier ne cesse pas de croître et de s'étendre, et la nouvelle aventure militaire du gouvernement roumain en Hongrie a pu seule entraver temporairement le cours naturel de son développement.

Catherine ARBABI-BALLY.



VIENT DE PARAÎTRE :

<i>Les Précurseurs de la Révolution mondiale,</i>	
10 cartes	1 50
DRIDZO : <i>Le rôle des syndicats russes dans la Révolution</i>	0 30
MARCEL MARTINET : <i>Pour la Russie</i>	0 10

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



Aux Socialistes des Etats-Unis

Chers camarades,

La notification officielle envoyée par le Parti Socialiste des Etats-Unis, concernant son adhésion à l'Internationale Communiste, et accompagnée de la motion adoptée par voie de referendum, a été présentée au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Nous sommes donc en possession du compte rendu du Congrès National du Parti Socialiste qui s'est tenu à New-York en mai 1920 ; ce rapport contient notamment la motion sur les relations internationales, que le Congrès a adoptée au lieu et place de celle que le referendum avait précédemment acceptée, et qui a été présentée comme motion d'une minorité ; nous possédons de même une seconde motion minoritaire, celle du groupe de Victor Berger.

Etant donné que ces motions seront encore une fois soumises au referendum, il nous paraît nécessaire de les examiner toutes les trois.

Tout ce que l'on peut dire de la motion de Berger, c'est, d'abord, qu'elle est dans une honnête mesure réactionnaire ; c'est ensuite que nous sommes surpris qu'on puisse proposer une pareille motion au congrès d'un parti qui se déclare socialiste.

Quant à la motion de la minorité (laquelle, si l'on en excepte l'opinion de George Lansbury relative aux idées de Lénine sur les conditions d'affiliation à l'Internationale Communiste, ressemble en tous points à la motion adoptée par voie de referendum), il faut en parler davantage.

Cette motion commence par un long préambule condamnant la III^e Internationale, — formule tellement vulgarisée, même parmi les partis de droite, qu'elle a perdu toute portée. Le passage concernant l'Internationale Communiste est ainsi rédigé (les italiques sont de nous) :

« C'est pourquoi le Parti Socialiste des Etats-Unis déclare soutenir la III^e Internationale (de Moscou), non qu'il approuve les programmes et méthodes de Moscou, mais parce que :

a) « Moscou » agit de manière à combattre efficacement l'impérialisme mondial ;

b) « Moscou » est en butte aux attaques des forces coalisées du capitalisme mondial parce que c'est une force prolétarienne ;

c) Vu ces circonstances, quoique nous puissions

dire plus tard à Moscou, il est du devoir des socialistes de le soutenir *aujourd'hui*, parce que sa chute marquerait celle des espérances fondées par les socialistes dans les années à venir. »

Les motifs que l'on invoque pour adhérer à l'Internationale Communiste n'ont rien de commun avec le Communisme et impliquent des réserves vraiment trop sérieuses concernant ce que l'auteur de la motion dénomme « Programmes et méthodes de Moscou », — par quoi il faut entendre, selon nous, précisément le communisme.

Certes, il est fort agréable d'avoir mérité la sympathie du Parti Socialiste Américain pour cette raison que l'Internationale Communiste est « en butte aux attaques des forces coalisées du capitalisme mondial ». Il est toutefois bien difficile d'admettre que ce soit là un motif de quelque valeur, pour qu'un parti consente à adhérer à l'Internationale Communiste, ou bien pour que l'Internationale Communiste accepte cette adhésion. Mais on ne donne pas d'autre raison, sinon que l'Internationale Communiste « agit de manière à combattre efficacement l'impérialisme mondial » ; c'est un mérite que bien certainement l'auteur préférerait avoir à accorder au prolétariat américain.

Cette motion est visiblement basée sur un malentendu au sujet du rôle de l'Internationale Communiste. Celle-ci ne saurait être en aucune manière tenue pour une organisation de défense. C'est un organe d'attaque, c'est le Grand Etat-major de la Révolution mondiale, dont le but est de renverser par la force le régime capitaliste en tous lieux et d'établir la Dictature du Prolétariat. En ce qui concerne les questions de principe et de moyens fondamentaux, il est impossible de deviner ce que les Socialistes Américains « peuvent avoir à dire plus tard à Moscou ».

C'est au contraire l'Internationale Communiste qui a quelque chose à dire aux partis désireux de s'affilier, avant de les admettre en son sein. L'Internationale Communiste n'est pas « Moscou », mais une organisation centralisée et disciplinée comprenant actuellement la grande majorité des partis ouvriers révolutionnaires du monde. Le II^e Congrès a réuni les représentants de l'avant-garde révolutionnaire des ouvriers de tous les pays. Les délégués du Parti Social-Démocrate Indépendant

allemand qui avaient essayé, voici quelques mois à peine, de créer une Internationale « N° 2 1/2 », y étaient présents ; on sait que cette Internationale dans laquelle aurait prédominé les partis du centre, serait devenue une base de résistance au communisme, un centre de sabotage, dirigé contre la révolution universelle. La même idée anime maintenant les partisans de Hillquit, c'est-à-dire la résolution de la majorité, adoptée par le Congrès du Parti socialiste, avec cette différence que jamais le Parti allemand ou français n'osa se déclarer adversaire de la dictature du prolétariat, ce qu'a fait le Parti socialiste des Etats-Unis.

Cette honte a été évitée parce que les classes ouvrières du monde entier ont désiré se placer sous l'égide de l'Internationale Communiste et que les chefs du parti du centre qui devaient avancer sous la pression des masses, sont venus aujourd'hui à nous en exprimant leur désir d'être reçus dans l'Internationale Communiste. Cela est encore plus vrai pour les Hillquit et les Lee-Lees du parti américain qui, bien qu'ils se soient déclarés opposés aux principes de l'Internationale Communiste, n'osent pas rompre avec elle.

A tous ces partis l'Internationale Communiste répond ainsi :

« L'Internationale Communiste n'est pas un hôtel où les voyageurs peuvent s'installer avec leurs bagages et s'occuper de leurs affaires privées. L'Internationale Communiste est une armée en campagne. Les volontaires qui joignent l'armée de la révolution doivent adopter ses principes et obéir aux ordres donnés, se soumettre à la discipline commune. Aucun parti, s'il n'est communiste et révolutionnaire, n'est admis dans l'Internationale Communiste.

« Ces volontaires doivent adopter le programme de l'Internationale Communiste comme le leur propre : lutte ouverte révolutionnaire des masses pour le communisme, par la dictature du prolétariat, par la création de soviets ouvriers qui acceptent comme directives obligatoires toutes les résolutions du Congrès et du Comité exécutif de l'Internationale Communiste. Ils doivent créer une forme d'organisation sévèrement centralisée, une discipline militaire : tous les membres du parti travaillant dans les institutions publiques, dans les syndicats ouvriers, agissant dans toutes les branches de l'activité publique, doivent être absolument subordonnés à un Comité Central tout-puissant du parti, qui est l'organe suprême dirigeant, dans toutes ses phases, l'œuvre du parti.

« Ils doivent dénoncer constamment la démocratie bourgeoise et le social-patriotisme, de même que la tartuferie du social-pacifisme ; ils doivent systématiquement démontrer aux ouvriers que, tant que le capitalisme n'aura pas été renversé par la Révolution, on aura beau nous parler de désarmement, de Ligue des Nations, d'arbitrage international, l'humanité n'en sera pas moins sous la menace constante d'une nouvelle guerre impérialiste.

« Ils doivent, sans perdre un instant, briser avec le réformisme et la politique des centristes ; ils doivent purger leurs rangs de tous les éléments non-révolutionnaires, de tous les leaders opportunistes ; ils doivent couper court à toutes relations avec les petits-bourgeois et se préparer à une révolution active, à une guerre civile sans merci. »

Le compte rendu du Congrès du mois de mai montre que le Parti Socialiste américain se représente très vaguement ses propres tâches.

La déclaration de principes qu'il a adoptée est un affront à la classe ouvrière. Elle suffit, à elle

seule, à creuser un abîme entre le Parti Socialiste des Etats-Unis et le mouvement révolutionnaire. Le rejet de la résolution qui préconisait la dictature du prolétariat est incompatible avec le désir d'adhérer à l'Internationale Communiste. Et nous ne connaissons aucun Parti Socialiste qui en soit arrivé à éliminer de ses statuts, comme l'a fait le parti américain deux ans après la guerre mondiale, l'article défendant aux députés du parti au Parlement de voter les crédits de guerre.

Jusqu'à présent le Parti Socialiste américain avait été tenu pour un parti centriste, mais il semble avoir définitivement abandonné toute prétention au socialisme et être résolument entré dans les rangs des réformistes bourgeois, ainsi qu'on peut en juger par la déclaration suivante :

« Les desiderata maxima du parti sont de s'assurer la majorité au Congrès et dans les Parlements, d'occuper les principales fonctions dans le domaine de l'exécutif et du législatif, de devenir le parti politique le plus puissant du pays avec droit de contrôle d'Etat, tout cela en vue de réaliser le régime socialiste. »

Si c'est cette conception des tâches du Parti Socialiste qui, enfantine et surannée, n'en est pas moins proclamée par la 2^e Internationale Jaune (laquelle est, remarquons-le bien, reniée avec indignation par le Parti américain), si c'est là l'honnête attitude des membres du Parti Socialiste des Etats-Unis, après toutes leurs promesses, après l'expérience de la grande guerre, après les persécutions auxquelles ont été soumis les révolutionnaires, après l'expulsion des socialistes à Albany, — s'il en est ainsi, nous ne pouvons pas comprendre pourquoi le Parti a exprimé le désir d'adhérer à l'Internationale Communiste. Il ferait mieux de se rallier à la Ligue des Nations — comme d'ailleurs le voudrait Meyer London. Les partis du centre, comme le parti indépendant allemand et le parti socialiste français, ont vu se fermer devant eux les portes de l'Internationale Communiste. Et, cependant, ils admettent l'action des Soviets. Un parti qui, jusqu'à présent, défend le principe de la démocratie, est mille fois plus pernicieux que ces partis-là. C'est un parti contre-révolutionnaire schiedemanien.

Le Congrès se composait surtout d'éléments centristes et réactionnaires, de politiciens réformistes jaunes comme Hillquit, Lee, Stedman, O' Neal, Block, Pauken ; des « cent pour cent » Meyer London et Solomon ; de « socialistes d'Etat » et de social-patriotes jurés, tels que Victor Berger, Cannon, Saltis, Karlin, qui ne peuvent, en aucune façon, faire partie d'une organisation affiliée à l'Internationale Communiste. Il y avait-là une « gauche » avec Engdhal, Kruse, Tucker, Holland et d'autres, qui avaient exigé l'affiliation à l'Internationale Communiste et une révision dans l'esprit révolutionnaire des statuts du parti, mais ce groupe ne présentait qu'une infime minorité, aux idées confuses faites de compromis, de lâchetés, de préjugés petits-bourgeois. Pas une voix de communiste ne se fit entendre à ce Congrès.

Mais là où l'esprit réactionnaire se fit sentir le plus, ce fut dans la manière d'étouffer les débats et d'écluser les questions concernant la défense des membres du Congrès socialiste expulsés d'Albany.

Très caractéristique est le témoignage du délégué Louis Waldmann qui, tout en étant membre du Parti Socialiste, se déclare opposé à l'établissement du pouvoir des Soviets aux Etats-Unis et préférerait à ce dernier un gouvernement pareil à celui de l'Etat de New-York, qui est, paraît-il, un « gouvernement du peuple » et non un « gou-

vernement capitaliste ; naturellement, quand il le faudra, il invitera les ouvriers à prendre part à une guerre défensive, il votera les crédits militaires, etc..

Mais ceci n'est peut-être qu'une opinion personnelle. Prenez ce manifeste officiel du Parti qu'est la « Lettre aux délégués socialistes », ce document préconise l'admission au Congrès d'éléments étrangers au parti, qui sont les « électeurs de l'avenir » et se hâte d'énoncer un nouveau statut suivant lequel tout membre du parti doit être avant tout un citoyen. Il n'admet pas comme moyen d'action la grève générale, par ce que, y est-il déclaré, il y a assez d'ouvriers pour pouvoir gagner telle ou telle réforme politique par le suffrage universel. Et plus loin : « Le pouvoir des Soviets semble s'imposer en Russie, de même le pouvoir parlementaire s'impose aux Etats-Unis »..

Mais la plus grande trahison au socialisme apparaît dans le passage où sont exposés les motifs pour lesquels le parti soutient le gouvernement des Soviets. « Nous sympathisons avec les ouvriers russes, les paysans russes, les socialistes russes, les communistes et par conséquent avec leur gouvernement des Soviets, non pas parce que c'est un gouvernement des Soviets, mais parce que c'est un gouvernement de leur choix. Supposons qu'ils eussent adopté toute autre forme de pouvoir, par exemple que l'Assemblée Constituante ait pu prendre corps, nous n'hésiterions pas une minute à la soutenir. »

N'est-ce pas cela, par hasard, que les socialistes américains « auront à dire plus tard à Moscou ? » Noske et Mannerheim, Lloyd George et Wilson) auraient pu souscrire aux vœux formés par ce raisonnement de fumistes.

Les « socialistes » conseillers municipaux de New-York qui ont voté pour l'Emprunt de la Liberté, qui ont voté les crédits nécessaires pour l'érection de la statue de la Victoire ; le « socialiste », membre du Congrès, Meyer London qui a envoyé ses félicitations au roi d'Italie à l'occasion du jour de naissance de celui-ci et qui vota les crédits de guerre ; les « socialistes » du gouvernement d'Albany qui se sont ouvertement déclarés les ennemis du Communisme ; les « socialistes » du district de Milwaukee qui ont emprisonné des ouvriers à seule fin d'empêcher une réunion religieuse ; les fonctionnaires « socialistes » de Chicago qui ont eu recours à la police pour disperser le Congrès de 1919, tous ces « camarades », si étrange que cela puisse paraître, sont membres du P. S. des Etats-Unis ; ce sont eux qui, de fait, ont créé la physionomie du Congrès de mai.

On nous objectera peut-être que l'élection au Bureau d'Eugène V. Debs prouve que le P. S. américain est un parti révolutionnaire. Mais, selon nous, ce n'est là que la tactique habituelle des partis du Centre, qui tirent profit des phrases révolutionnaires et des individualités révolutionnaires pour duper les masses ouvrières, pour les amener à suivre les leaders de l'opportunisme. Le camarade Debs est un révolutionnaire émérite ; mais il est d'autant plus honteux aux leaders du parti américain d'avoir exploité l'incarcération de Debs pour atteindre leurs propres fins, qui n'avaient rien de révolutionnaire.

Dans aucun pays du monde, la persécution des Communistes, des véritables socialistes, n'a été aussi acharnée que celle exercée par les capitalistes américains. Des milliers de nos camarades ont été bannis, incarcérés pour de longs mois, écharpés et lynchés.

L'Amérique est le seul pays du monde où le

Communisme soit un mouvement illégal et doive mener sa propagande sous le manteau ; le seul où les Communistes risquent chaque jour de perdre non seulement leur liberté, mais leur vie.

Le parti socialiste des Etats-Unis adhère à ce régime de terreur. Il veut de toutes les façons prouver son impuissance à lutter contre la dictature du capitalisme et il faut dire qu'il y réussit complètement. Laisant passer sans mot dire l'expulsion de ses représentants du Congrès et des fonctions d'Etat, il ne trouve pas assez de louanges à l'adresse du gouvernement et défend chaque jour plus chaleureusement le système de l'Etat bourgeois, espérant ainsi échapper aux conséquences possibles d'une lutte à chances inégales pour la classe ouvrière et contre le capitalisme. Et le Congrès du parti rejette une résolution exprimant la sympathie de celui-ci aux camarades Larkin et Gitlow, soldats de la révolution, faits prisonniers par l'ennemi sur le front de la guerre sociale.

Si la majorité du Parti Socialiste Américain adopte les résolutions proposées par le Congrès, nous n'aurons qu'une chose à dire à ceux des ouvriers honnêtes qui persistent à demeurer dans le Parti :

« Vous avez été dupes. Le Parti Socialiste des Etats-Unis n'est pas un parti de la classe ouvrière, mais un soutien de la bourgeoisie américaine, du capitalisme universel. Loin de vous conduire au socialisme, il vous livre pieds et poings liés, à la contre-révolution.

Ouvriers ! quittez le Parti Socialiste américain ! C'est votre ennemi autant que le nôtre. Il y a en Amérique un seul parti révolutionnaire, c'est le Parti Communiste unifié, la branche américaine de l'Internationale Communiste. Des milliers de ses membres ont été les martyrs de la Révolution. Voilà les camarades qu'il nous faut. Voilà le vrai parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Ralliez-vous au Parti Communiste Unifié. Quant aux leaders, aux chefs responsables du Parti Socialiste des Etats-Unis, tous les Berger, les Hillquit, les London, les Lee, nous n'avons qu'une chose à leur dire : « Vous avez déshonoré le Socialisme ; et maintenant vous exprimez le désir d'adhérer à l'Internationale Communiste ; nous vous répondons en vous déclarant la guerre, traîtres à la classe ouvrière, qui de la révolution mondiale avez déserté nos rangs et êtes passés à l'ennemi pour sauver votre peau ! »

Le Comité Exécutif

de l'Internationale Communiste.

NOTRE SOUSCRIPTION

33^e LISTE

Galy, 1 fr. — En souvenir de mon séjour à la 6^e D., 4 fr. — Level, Méricourt-sur-Lens, 3 fr. — Roger L., 15 fr. — Un communiste de la première heure, 5 fr. — Balanche, Morteau, 1 fr. — Anonyme, 2 fr. 50. — Liste n° 264, 25 fr. — Liste n° 147, 17 fr. — P. Pradines, 4 fr. — Barrail, 5 fr. — Kritry, 5 fr. 50. — Liste n° 215, 21 fr. — Roquet, Liège, 2 fr. — Gauthier, Reims, 1 fr. — Rolland Silvain, Tours, 2 fr. — Jules C., 5 fr. — Un abonné, 3 fr. 50. — Listes n° 187 et 188, versé par Perrin, 33 fr. 40.

Total de la 33^e liste 155 90
Total des listes précédentes ... 10.379 25

Total général 10.535 15

La Révolution Internationale en 1917-1920

Lorsqu'on interrogera les historiens futurs sur l'origine de la révolution internationale, tous, unanimement, répondront :

« ...En 1917, la révolution russe a été le commencement de la révolution internationale. »

Lorsque quelques-uns de nos ennemis nous interrogent, pleins de sarcasme : « Où est-elle donc, votre révolution internationale ? » nous leur pourrions répondre : « La voici devant vous. Cette révolution s'accomplit sous vos yeux. Elle n'est pas encore achevée. Vous n'en avez pas encore saisi la phase première. Mais elle est là, qui se déroule devant vous. La mouche qui s'est posée sur une roue meunière énorme et tournant vite, ne remarque pas la giration de la roue. C'est comme nos Thomas, incrédules modernes, empoisonnés par le scepticisme bourgeois. Ils ne s'aperçoivent pas que nous sommes entrés dans la phase de la révolution internationale et que la révolution internationale promise est là... »

Est-ce que vraiment la Russie soviétiste aurait pu durer trois ans si l'incendie de la révolution internationale n'éclatait tantôt ici, tantôt là, si l'insurrection ouvrière ne se dressait en fantôme menaçant devant la bourgeoisie des principaux pays de l'Europe.

Trois années se sont écoulées depuis notre révolution d'octobre, mais combien facilement on oublie le mal ! Combien vite nous oublions la position internationale d'octobre-novembre 1917 ! Il y a trois ans, nous étions tout à fait seuls dans l'arène internationale. Nous savions, nous croyions que le prolétariat international comprendrait et apprécierait à sa juste valeur notre mouvement, mais en même temps nous ne pouvions pas ne pas voir que le prolétariat international n'était pas encore avec nous.

Rappelez-vous combien effroyable était notre solitude dans ces jours mémorables, lorsque les impérialistes germains s'efforçaient de nous mettre dans les fers du traité de Brest. Rappelez-vous la muraille infranchissable qui se dressait partout devant nous, aux premiers mois de notre lutte, lorsque chaque jour nous amenait des malheurs nouveaux.

Un épisode relativement de second ordre, mais fort édifiant l'illustre. Rappelez-vous la politique du premier gouvernement révolutionnaire de l'Allemagne, dont la moitié se composait de socialistes indépendants. Après la chute de Guillaume, après la formation à Berlin et dans d'autres villes des Conseils d'ouvriers, le gouvernement « révolutionnaire », composé de trois socialistes-démocrates et de trois indépendants, chassait notre ambassadeur des limites de l'Allemagne et refusait d'accepter de la Russie des Soviets le blé que nous offrions aux ouvriers allemands. Il va sans dire que cette politique poltronne et traître du premier gouvernement « révolutionnaire » de l'Allemagne s'expliquait par l'opportunisme et les tendances contre-révolutionnaires de messieurs les socialistes (soit dit entre parenthèses, Dittmann, le « fameux » Dittmann d'aujourd'hui jouait alors dans le milieu S. D. un rôle prépondérant ; il était « délégué populaire » dudit gouvernement « révolutionnaire »). Mais, néanmoins, ce gouvernement de l'Allemagne, dit « révolutionnaire » n'aurait osé suivre cette politique si une partie des

ouvriers allemands n'avait conçu certains préjugés contre le gouvernement ouvrier-paysan de la Russie.

Et combien, actuellement, tout cela a changé de fond en comble ! La révolution prolétarienne internationale ne se déroule pas avec la vitesse qu'on le voudrait. Mais quand même elle avance. Pourquoi les impérialistes de l'Entente, pourquoi la Ligue rapace des Nations, pourquoi la bourgeoisie de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique, la plus riche et la plus sanguinaire, pourquoi n'ont-ils pas encore étouffé l'unique république prolétarienne, la République des Soviets ? N'en doutez pas : ces fourbes mondiaux feraient l'impossible pour nous écraser. Ils ne l'ont pas fait uniquement parce que la classe ouvrière de l'Europe et de l'Amérique est pour nous. Le prolétariat de l'Europe et de l'Amérique n'est pas encore assez puissant pour décapiter les brigands impérialistes, mais déjà il est assez puissant pour empêcher la bourgeoisie de procéder sur nous-mêmes à semblable opération.

Pendant trois années, mois par mois, jour par jour et, pourrait-on dire, heure par heure, la bourgeoisie et les socialistes officiels du monde entier ont calomnié la Russie des Soviets. Incessamment, systématiquement, sans trêve. Des dizaines, des centaines de milliers de presses d'imprimerie ont lancé chaque jour des millions d'exemplaires de journaux bourgeois et socialistes-démocrates qui nous bafouaient sans trêve. Depuis ces trois années, la bourgeoisie et ses parasites, les socialistes-démocrates, ont imprimé une telle masse d'exemplaires de journaux et autres œuvres littéraires qui nous calomniaient, qu'en déployant ces papiers on pourrait, à coup sûr, en couvrir tout le désert du Sahara, toutes les forêts vierges de l'Amérique du Sud.

Aujourd'hui, c'est le troisième anniversaire de notre révolution prolétarienne. Où est-il le pays du monde, où l'ouvrier, où les travailleurs en masse ne sont pas aujourd'hui pour notre cause ? La vraie solidarité des travailleurs du monde entier avec la première république prolétarienne victorieuse, n'est-ce pas là le commencement de la révolution prolétarienne mondiale ! Cette solidarité est le fondement, la base de la révolution prolétarienne mondiale ! Oui, nous ne voyons pas encore l'ouvrier de la plupart des pays s'élançant, armes en mains, contre la bourgeoisie ! Oui, le prolétariat ne lutte pas encore corps à corps avec la bourgeoisie mondiale ! Mais la certitude indestructible de la justice de la cause de la République Russe Ouvrière Paysanne, cette pleine conviction dans ce que la Russie des Soviets est le défenseur naturel de tous les opprimés, ce dévouement des ouvriers de l'Europe et de l'Amérique au prolétariat russe, — tout cela a plus de valeur pour la révolution prolétarienne mondiale que l'importe quelle insurrection. Depuis trois ans qu'existe le pouvoir soviétique nous avons vu des révolutions éclater en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Finlande, en Lettonie et dans les Balkans. Une partie de ces révolutions (en Hongrie, en Lettonie et en Finlande) étaient des révolutions d'un caractère prolétarien nettement accusé, mais pas assez puissant pour l'emporter dans l'état actuel des choses. La révo-

lution en Autriche, de même que la révolution en Allemagne, n'étaient pas des révolutions socialistes à proprement parler, encore que dès le début de cette dernière les partisans de Scheidemann aient appelé l'Allemagne une « république socialiste ». Il n'y a pas eu de révolution bourgeoise dans le sens complet du mot. Une vraie révolution bourgeoise démocratique est impossible dans un pays tel que l'Allemagne moderne. Ce que nous y avons vu se passer n'est qu'une préface au coup d'Etat prolétarien décisif. Les choses ne sauraient aboutir à l'avorton que fut la révolution allemande de 1918. Le mouvement prolétarien dans des pays tels que l'Allemagne s'est retiré à l'intérieur du pays. Il n'y mûrit que fort lentement, la lutte y est extraordinairement difficile et tourmentée, car la bourgeoisie y est infiniment plus puissante que ne l'était la bourgeoisie russe. Nombre de circonstances extérieures secondèrent la victoire de la révolution prolétarienne : ce furent la question agraire non résolue, l'aide des paysans qui n'étaient pas encore désarmés, l'aide du parti qui seul pouvait leur donner la terre, la concurrence de deux trusts impérialistes qui se neutralisèrent l'un l'autre presque entièrement et par là même donnèrent du répit à la jeune Russie Soviétique, etc.

Le type de la Révolution allemande sera peut-être le type classique de la révolution prolétarienne. En effet, n'est-ce pas là qu'on trouve un prolétariat nombreux et puissant en face d'une bourgeoisie puissamment organisée, rusée, tenace chez qui l'influence contre-révolutionnaire de la démocratie a acquis, grâce à la psychologie bourgeoise, une si grande importance.

Les trois années écoulées depuis le moment de notre victoire, on peut les considérer aujourd'hui comme une époque de l'histoire. Ces trois années ont été employées à conquérir spirituellement le prolétariat international. Pour le moment, c'est fait. Aujourd'hui le prolétariat international est du côté de la première république prolétarienne. Durant ces trois années, les forces du prolétariat international — étant donné le niveau général de sa conscience et de son organisation — n'ont pu que neutraliser les tentatives rapaces de la bourgeoisie européenne et américaine. Jusqu'en 1920 nous avons observé un certain équilibre de forces. Aujourd'hui sous nos yeux, le plateau de la balance commence lentement, mais sans interruption, à s'incliner du côté du prolétariat. Jusqu'au moment actuel, le prolétariat ne pensait qu'à se défendre, aujourd'hui il veut passer à l'offensive.

Jusqu'à aujourd'hui, le mot d'ordre des ouvriers européens et américains, par rapport à la Russie soviétique, a été d'exiger de leur gouvernement la promesse de ne pas se mêler des affaires russes. La neutralité, — voici l'exigence des masses ouvrières d'Europe et d'Amérique. Jusqu'à aujourd'hui le « Hands off Russia ! » a été le mot d'ordre par excellence de l'ouvrier anglais conscient. Il va de soi que ce mot d'ordre n'est pas terrible ! Il va de soi que l'ouvrier d'Angleterre et des autres pays doit désormais exiger la neutralité absolue de sa bourgeoisie. Mais ce mot d'ordre est encore insuffisant. La neutralité c'est encore la tactique défensive. Aujourd'hui l'Internationale Communiste exige qu'on passe de la défensive à l'offensive. Au lieu de dire : « Neutralité absolue dans les affaires de la Russie » l'Internationale Communiste proclamé : « Prenez

à la gorge la bourgeoisie internationale et posez votre pied sur sa poitrine. »

Lorsque les troupes des Soviets étaient aux portes de Varsovie, il était de toute évidence que le prolétariat international entrait dans une phase de développement que l'on peut caractériser par cette formule : « De la défensive à l'offensive ! » L'armée soviétique a subi des défaites sur le front polonais. Mais dans le tableau général de la révolution prolétarienne mondiale progressant toujours, ces défaites polonaises ne sont qu'un épisode qui ralentit, il est vrai, la marche de l'évolution socialiste, mais qui ne saurait en modifier le caractère.

Notre révolution de 1905 n'a pas été une révolution internationale. Elle a été promptement écrasée, mais quand même elle a réussi à étendre son influence révolutionnaire sur l'Occident et sur l'Orient. La révolution de 1905 a été pour ainsi dire un jeu d'enfant, comparée à notre grande révolution prolétarienne de 1917-1920. L'influence internationale de notre révolution actuelle surpasse de beaucoup l'influence de la révolution de 1905. En même temps l'écho de notre révolution résonne puissamment de l'Occident à l'Orient, du Nord au Sud.

Notre révolution de 1905 s'était répercutée en Orient dans le mouvement néo-turc, la révolution persane, etc. L'Orient a répondu d'une manière beaucoup plus puissante à notre révolution prolétarienne de 1917-1920. Le Congrès de Bakou des peuples de l'Orient a été le précurseur des événements révolutionnaires les plus grandioses. A Bakou, nous nous rendîmes bien compte que notre révolution d'européenne deviendrait mondiale.

Notre révolution de 1905 avait bien eu une répercussion en Occident. Mais combien faible. En Allemagne et dans d'autres pays les sphères ouvrières commencèrent à parler de la grève générale. Et aujourd'hui ? Tel pays de capitalisme classique, comme l'Angleterre, est secoué depuis plus d'un an d'une fièvre des plus fortes. Le *Comité d'action*, à Londres, que nous avons vu éclore pour quelques jours, a été, n'en doutons pas, le précurseur des Conseils anglais des députés ouvriers.

Par voies différentes, souvent très pénibles, en zigzaguant, en reculant, d'ornière en ornière, à travers les neiges et les sils piquants, — le prolétariat international avance quand même, toujours. L'Internationale Communiste a pris sur elle d'être le cerveau, la main de fer menaçante, l'âme de l'organisation de cette révolution internationale. Et l'Internationale Communiste accomplira, sans défaut sa mission historique.

G. ZINOVIEV.



Chronique Internationale

ITALIE

Ainsi, dans toutes les villes d'Italie, les usines ont été occupées par les ouvriers sans que l'Etat bourgeois ni les propriétaires aient opposé de résistance notable.

La lutte syndicale pour un nouveau contrat collectif se poursuit normalement, mais les positions ont changé : ç'avait été jusqu'ici un duel à coups d'articles de journaux et de discours entre les dirigeants de la Fédération ouvrière et les grandes organisations patronales ; cela devient aujourd'hui une action directe de la grande masse, appelée à se gouverner elle-même.

Le fait matériel de l'occupation, cet acte de souveraineté ouvrière qui entame le sacro-saint principe de la propriété privée et brise les cadres traditionnels de la hiérarchie sociale, crée dans la conscience individuelle comme dans la conscience collective des sentiments et des passions d'un nouvel ordre. Jamais autant qu'en ce moment le sang-froid n'a été nécessaire parmi les éléments avancés de la classe ouvrière : il faut que ces éléments répandent autour d'eux la notion exacte des événements, sans aucune crainte démagogique, faisant pénétrer au fond des cœurs la conviction qu'une responsabilité énorme pèse sur chacun ; que chaque ouvrier est devenu en quelque sorte un soldat muni d'une consigne, un soldat qui doit rester ferme dans les rangs prolétaires ; que toute défection, toute faiblesse, tout acte passionné est une trahison, est un acte contre-révolutionnaire.

La facilité relative avec laquelle ils ont pu occuper les usines doit donner sérieusement à réfléchir aux ouvriers. Il ne faut pas qu'ils se fassent d'illusions.

Les communistes ont toujours été partisans de l'occupation des usines, mais surtout en tant que fait historique, plutôt que fait matériel ; si la classe ouvrière tend irrésistiblement à anéantir la propriété capitaliste, cela prouve que les thèses de l'Internationale Communiste relatives à la période actuelle ne sont pas de vagues idéologies, mais expriment la réalité des faits : voilà pourquoi les communistes croient à l'utilité de périodes comme celle que nous traversons. C'est la démonstration de l'inéluctable suite des événements, de l'impuissance du capitalisme à satisfaire les exigences des grandes masses ; c'est la démonstration que la classe ouvrière est résolue et consciente de sa force ; c'est le signe précurseur du très proche renversement des valeurs historiques et sociales.

Mais l'occupation pure et simple, si elle est un indice de la puissance du prolétariat et de la faiblesse du capitalisme, ne constitue pas en soi une position définitive. Le pouvoir reste au Capital ; la force armée reste à l'Etat bourgeois ; l'administration publique, la distribution des vivres, les banques, le commerce tout entier, restent sous le contrôle de

la classe bourgeoise. Le prolétariat n'a aucun moyen coercitif d'empêcher le sabotage des techniciens et des employés ; il ne peut approvisionner l'usine en matières premières, il ne peut vendre les objets fabriqués.

L'occupation en soi et pour soi, sans que le prolétariat dispose de la force armée, sans que le prolétariat soit maître de rationner les vivres, sans que le prolétariat ait la possibilité de sanctionner corporellement le sabotage des spécialistes et du personnel administratif, ne peut être considéré comme une expérience communiste.

Voici les raisons qui ont rendu relativement facile l'occupation des usines :

a) Le syndicat des métallurgistes est à l'avant-garde du prolétariat italien. Le mouvement métallurgiste est national. Si l'Etat bourgeois avait essayé d'opposer la force armée au développement normal du système de combat adopté par la Fédération, c'était tout le prolétariat industriel et agricole qu'il voyait se lever contre lui. L'Etat n'a pas cru opportun de tenter un coup de force : il a préféré laisser entamer le principe de propriété, il s'est laissé envahir par l'ennemi en gardant ses forces intactes et en pleine puissance. Ce système adopté par les hommes au pouvoir, s'il est en soi une preuve notoire de la faiblesse gouvernementale, n'est pourtant pas que faiblesse et qu'impuissance.

Les bourgeois méprisent profondément la classe ouvrière, ils la croient incapable de produire quoi que ce soit ; ils estiment que c'est un ramassis d'êtres moralement et intellectuellement inférieurs, un ramassis de brutes préoccupées seulement de s'emplier le ventre, de faire l'amour et de cuver leur vin ; les bourgeois ne craignent et n'admirent que la force physique du peuple, créé et mis au monde pour servir de monture au cavalier bourgeois. Les hommes au pouvoir ont pensé que cette fois il fallait laisser courir la bête à bride abattue, jusqu'à ce qu'elle tombe sur les genoux, essoufflée, affamée, abrutie, prête à suivre à l'écurie le cavalier qui lui tendrait une poignée de foin.

b) L'Etat bourgeois agit envers son prolétariat national comme envers le prolétariat russe. On voudrait convaincre le peuple que le communisme est une utopie, qu'il ne peut qu'empirer la situation politique et économique du travailleur ; on voudrait lui donner une leçon par la méthode freebélienne, une sorte de conférence pour temple protestant avec film *ad hoc* illustrant le conte moral.

Si les ouvriers arrivaient à se persuader que l'occupation des usines est un essai de gestion directe et communiste, la désillusion qui s'ensuivrait immédiatement serait d'un effet foudroyant : les communistes convaincus deviendraient une minorité et la majorité avilie et déprimée, telle une troupe sans armes arrosée par l'artillerie, se rendrait au Capital.

Voilà pourquoi il faut dire la vérité aux masses ouvrières. Il ne faut pas qu'un seul instant, les ouvriers croient la Révolution communiste simple et facile, comme a pu leur sembler l'occupation d'une usine.

Ces événements doivent au contraire servir d'exemple aux communistes pour expliquer aux masses ce qu'est la Révolution dans toute sa complexité : ces événements sont une démonstration éclatante de l'utopie des réformistes et de l'utopie syndicaliste des anarchistes.

De quelle utilité est le Parlement pour la classe ouvrière ?

A quoi servirait l'occupation des usines, au sens que lui donnent les anarchistes, sans un état politico-économique, fortement organisé, qui crée un lien entre les usines, qui gère les banques au profit des travailleurs, qui brise, soit par les sanctions corporelles directes, soit par le rationnement des vivres, le sabotage et la contre-révolution ? Et comment les ouvriers pourraient-ils être en même temps au travail et dans la rue à défendre leurs conquêtes, si un Etat organisé ne paraît pas à toute éventualité en distribuant judicieusement une armée fidèle et disciplinée ?

L'occupation des usines par les masses ouvrières est un événement historique de première grandeur ; c'est un moment nécessaire de la lutte de classes ; c'est pour cela qu'il faut en fixer exactement la signification et la portée et en tirer des éléments de nature à élever l'esprit politique du peuple et à renforcer son esprit révolutionnaire.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Léon Trotsky

Les Soviets et l'Impérialisme Mondial

Ce discours, prononcé par Trotsky à Moscou, exhorte les ouvriers et les paysans russes à la résistance armée aux assauts de la contre-révolution mondiale. L'héroïque chef suprême de l'armée rouge réfute les préjugés et les erreurs qui entravaient l'organisation de la guerre révolutionnaire.

Prix..... 0 fr. 60



BIBLIOTHÈQUE
COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies
socialistes et communistes

A. C EBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine).....	0 50
KERTIENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
A. RANSOME — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i>	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	0 50
TROTSKY — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 »
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	0 60
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe</i> (bolchevik)	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste</i> (Manifeste du 2 ^e Congrès).....	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste</i> (votes par le 2 ^e Congrès).....	3 »

Clara Zetkin

Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne

Une forte brochure présentant le raccourci historique de la première étape de la Révolution allemande. Les journées tragiques de Berlin et de Munich, les grandes figures de Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg, Eugène Leviné, revivent dans ces pages frémisantes de l'illustre et vénérée militante communiste, Clara Zetkin.

Prix..... 0 fr. 75

Le Gérant : R. APERCE



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)